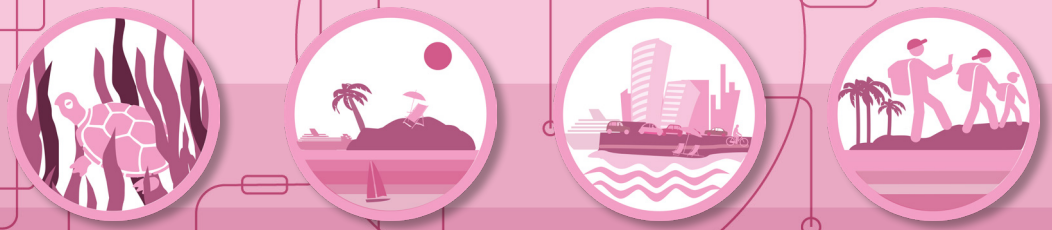
Sustainable tourism | Interreg Euro-MED | Co-funded by the European Union

A project labelled by the UfM

Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الاتحاد من أجل المتوسط

EXPLOITER LE POTENTIEL DES PROCESSUS DE GESTION INTÉGRÉE DES ZONES CÔTIÈRES ET DE PLANIFICATION DE L'ESPACE MARITIME POUR LE TOURISME DURABLE EN MÉDITERRANÉE

GUIDE DE CAS PRATIQUES



by Community4Tourism

Barcelona is much more · Diputació Barcelona · University of Thessaly · CPMR CRPM · NECSTouR European Regions for Competitive and Sustainable Tourism · unimed Union des Universités de la Méditerranée · UN environment programme · Mediterranean Action Plan Barcelona Convention · Plan Bleu

Eco-union a rédigé et édité ce document dans le cadre de son contrat avec la Commission Interméditerranéenne de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes pour la livraison de la "Tâche 5 : Guide de cas pratiques : Découvrir le potentiel des processus de GIZC/PEM pour un tourisme durable en Méditerranée".



Crédits

Ce guide est coordonné par la Commission Interméditerranéenne de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CIM-CRPM) avec le soutien du Plan Bleu et de l'Université de Tirana, et rédigé par des consultants externes de Eco-Union. Ce document est produit dans le cadre du projet Interreg Euro-MED Community4Tourism.

Année de publication : 2024.

Auteurs : Alejandro González-Domingo (Eco-Union) et Miquela Grimalt Vigo (conseillère juridique).

Roberta Milo et Giulia Balestracci (Eco-Union) ont réalisé la cartographie.

Nous remercions tout particulièrement les experts externes et les informateurs clés : *Véronique Evers, Yves Henocque, Constantin Tsakas, Emanuele Giordano, Dora Papatheochari, Andrea Barbanti, Roberto Montanari, Josep Rodríguez, Georgina Calvo, Lucia Pietro Fuentes, Eudokia Balamou, Martina Bocci, Lise Guennal, Alain Barcelo, Yassine Ramzi Sghaier, Juan Salvador Aguilar, Mohammad Badran, Aina Pedret Santos, Ana Radovic, Baha Kuban.*

Sommaire

1. Résumé 4

2. Introduction 5

2.1 Le projet Community4Tourism 5

2.2 Apprendre par la pratique. 5

2.3 Gestion intégrée des zones côtières et planification de l'espace maritime : Cadre législatif et champ d'application 6

2.4 Déployer le potentiel des processus de GIZC et de PEM pour la planification d'un tourisme durable 11

3. Méthodologie : critères de cartographie et analyse de cas pratiques 13

3.1 Critères de sélection 13

3.2 Processus de cartographie et de sélection 15

3.3 Analyse des cas sélectionnés. 16

4. Analyse des meilleures pratiques 18

4.1 Réglementation des loisirs maritimes pour protéger la biodiversité 18

4.2 Évaluation et suivi des impacts et des menaces du tourisme 27

4.3 Planification urbaine intégrée des usages et des espaces touristiques. 36

4.4 La durabilité dans le développement des produits touristiques 45

5. Synergies juridiques entre les pratiques et le Protocole GIZC - Processus administratifs - éléments d'orientation 48

5.1 Un diagnostic territorial initial pour organiser les activités humaines 48

5.2 Une participation effective et régulière des parties prenantes 49

5.3 Objectifs directeurs identifiés et formulés 51

5.4 Assurer la coordination de toutes les autorités compétentes impliquées 52

5.5 Instruments financiers 53

6. Conclusions 56

7. Références 58

8. Annexes : 69

8.1 Annexe 1. 69

8.2 Annexe 2. 72

8.3 Annexe 3. 74

8.4 Annexe 4 76

1. Résumé

Le projet **Community4Tourism** (C4T) est un projet du programme Interreg Euro-MED visant à rendre la région méditerranéenne plus « intelligente », plus « verte » et à améliorer la gouvernance du tourisme en mettant l'accent sur l'environnement et le climat.

Dans le cadre de ce projet, Community4Tourism a produit un Guide de cas pratiques soulignant la valeur ajoutée des deux cadres législatifs, le protocole de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) et la directive sur la planification de l'espace maritime (PEM) pour faire progresser le tourisme durable dans la région méditerranéenne. Ce guide rassemble des pratiques de diverses destinations provenant des deux rives de la Méditerranée.

Ce guide de pratiques est un outil de connaissance qui aide les destinations maritimes et côtières de la Méditerranée à définir des plans d'action intégrés, des stratégies et des réglementations pour un tourisme durable. Il fournit des informations clés sur les types d'acteurs qui dirigent et/ou participent à chaque pratique. Ce guide de pratiques combine des approches descriptives, comparatives et normatives pour analyser le potentiel du protocole GIZC et de la directive PEM et leurs dispositions clés pour faire progresser la planification et la gestion durable des activités touristiques et de loisirs dans la région méditerranéenne.

Les pratiques choisies sont liées aux principes du protocole GIZC et de la directive PEM, offrant des inspirations utiles pour les acteurs territoriaux visant à harmoniser les activités humaines avec les systèmes naturels. Il présente les pratiques de planification et de gestion liées aux conflits d'usage, à l'adaptation au climat et à d'autres composantes affectant le tourisme. Les travaux proposés ont été menés par quatre chercheurs soutenus par une évaluation par les pairs, guidés par des critères de sélection fondés sur une analyse documentaire et sur les principes législatifs de la GIZC/PEM.

En outre, en présentant des pratiques d'aménagement du territoire, le guide souligne l'importance d'intégrer les activités touristiques dans les plans d'aménagement des territoires côtiers et marins actuels et futurs en Méditerranée. Enfin, bien que les pratiques rassemblées dans ce guide ne soient pas toujours officiellement liées au protocole GIZC ou à la directive PEM, une section générique sur l'orientation juridique générale des instruments GIZC et PEM a été incluse pour inspirer et guider les décideurs lors de la planification d'un tourisme durable de manière intégrée en s'appuyant sur ces instruments.

2. Introduction

2.1 Le projet Community4Tourism

Le projet de communauté thématique Interreg Euro-MED de la Mission Tourisme Durable, Community4Tourism (C4T), a pour objectif principal d'améliorer la coopération territoriale européenne et la gouvernance transnationale des politiques touristiques, en mettant l'accent sur l'environnement et le climat. Il promeut une Méditerranée plus « intelligente » et plus « verte », s'alignant sur le Pacte vert européen et les Objectifs de développement durable des Nations unies, l'Agenda territorial 2030 et d'autres initiatives clés telles que la Déclaration de Glasgow sur l'action climatique dans le tourisme. Le projet s'appuie sur les résultats des projets Interreg MED 14/20 BleuTourMed et de la Communauté du tourisme durable, tout en renforçant ses objectifs pour répondre aux nouveaux défis actuels et aux priorités du programme. Community4Tourism intègre les 4 objectifs spécifiques du Programme, car le tourisme s'est révélé être une question transversale dans l'espace MED, impliquant toutes sortes de parties prenantes, d'agents et de territoires. Par conséquent, les synergies avec les autres missions et projets thématiques d'Interreg Euro-MED sont identifiées et encouragées. Ses activités visent à poursuivre la consolidation d'un écosystème d'innovation compétitif, à soutenir une économie circulaire, à promouvoir l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, tout en mettant en valeur la nature et la biodiversité. Dans ce cadre, le projet C4T produit un guide compilant les pratiques de planification et de gestion et sensibilisant à l'importance de la gestion intégrée des zones côtières (GIZC), ainsi que de la planification de l'espace maritime (PEM) pour accélérer la mise en place d'un tourisme durable dans la région.

2.2 Apprendre par la pratique

Les connaissances en matière de planification et de politique du tourisme sont socialement construites, ce qui a de profondes implications sur la façon dont les idées dominantes influencent la planification et la gestion du tourisme[1] . Entre-temps, les politiques et les réglementations aux niveaux européen et méditerranéen promeuvent la manière dont le tourisme doit ou devrait répondre aux défis de la durabilité sur la base de ces idées dominantes. Toutefois, les modalités de planification et de gestion du tourisme peuvent varier d'un endroit à l'autre[2] , en réponse à des systèmes politiques divers et à des relations de pouvoir historiques, et donc évoluer au fil du temps.

1 Dregde et al. (2011, p.14)
2 Basé sur les notions de John Law (2015) sur les pratiques de connaissance des études de science et de technologie

En conséquence, ce guide de cas pratiques est présenté comme un outil de connaissance combinant des approches normatives, descriptives et comparatives afin d'analyser le potentiel du Protocole GIZC et de la Directive PEM et leurs dispositions clés pour faire progresser notre compréhension de la planification et de la gestion durable des activités de tourisme et de loisirs côtiers et maritimes en Méditerranée. Plutôt que de proposer un guide de pratiques sur la manière dont le tourisme devrait être planifié et géré, ce guide combine des pratiques qui reflètent la manière dont la planification et la gestion territoriales intégrées répondent aux impacts et aux conflits liés au tourisme dans divers territoires.

Les orientations juridiques fondamentales et les éléments de procédure partagés dans ce guide constituent des jalons inspirants pour les décideurs et les parties prenantes du tourisme dans l'application adéquate des réglementations internationales, liées à la gestion intégrée des zones côtières et aux processus de planification de l'espace marin afin de parvenir à la durabilité.

2.3 Gestion intégrée des zones côtières et planification de l'espace maritime : Cadre législatif et champ d'application

2.3.1 Point de référence législatif

La Convention pour la protection de l'environnement maritime et du littoral de la Méditerranée (appelée Convention de Barcelone) et ses protocoles fournissent aux pays méditerranéens des deux rives des orientations juridiques sur l'interaction entre l'activité humaine, la côte et la mer. L'un des protocoles est consacré à la **gestion intégrée des zones côtières** et inclut le tourisme comme activité économique essentielle. Parallèlement, une directive de l'Union européenne régit la **planification de l'espace maritime**, dont la promotion du tourisme durable est l'un des objectifs. Dans cette optique, le tourisme est l'une des activités à inclure dans cette planification. Compte tenu de sa pertinence, il a été jugé approprié d'utiliser ses dispositions de manière générale, même si elles ne s'appliquent qu'aux États membres de l'UE.

D'une part, la Convention de Barcelone - Protocole GIZC[3], un instrument juridique novateur, a été adoptée par les parties contractantes à la convention de Barcelone en 2008. L'objectif principal du protocole est de faciliter le développement et la gestion durables des zones côtières en Méditerranée. Il s'agit d'une réglementation qui vise à limiter et à réduire la pression exercée sur la biodiversité côtière et marine par la gestion d'une partie des activités humaines qui portent atteinte aux

3 Le protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières en Méditerranée a été présenté par les parties contractantes de la convention de Barcelone (convention pour la protection de l'environnement maritime et du littoral de la Méditerranée, adoptée à Barcelone le 16 février 1976 et amendée le 10 juin 1995).

espèces vivantes, principalement s'il s'agit d'espèces protégées, conformément à la définition de la GIZC établie dans le protocole[4] . **Les dispositions clés de la mise en place d'un système de gestion intégrée des zones côtières sont les suivantes :**

- **Participation citoyenne** : Il est essentiel d'assurer la participation en temps utile de toutes les parties prenantes, de la société civile dans son ensemble. Un processus décisionnel en matière de réglementation qui ne respecterait pas cette étape ne répondrait pas aux besoins réels de la société.
- **Approche intégrée** : Le protocole GIZC prévoit une approche intégrée de la gestion des zones côtières qui tient compte de l'interconnexion entre la terre et la mer, y compris les facteurs sociaux, économiques et environnementaux. De ce point de vue, les activités touristiques doivent être abordées et réglementées en priorité dès lors qu'elles constituent des activités socio-économiques centrales dans les zones côtières et que nombre d'entre elles dépendent de la proximité aux littoraux et de leurs interactions entre la terre et la mer[5].
- **Indicateurs de développement durable** : Le protocole promeut le développement durable, en trouvant un équilibre entre croissance économique et préservation des ressources naturelles et protection de la biodiversité. Le développement durable des zones côtières doit être assuré, en tenant compte au minimum de la capacité de charge des écosystèmes et des approches écosystémiques[6].
- **Planification stratégique** : Elle exige la formulation de stratégies nationales pour la GIZC, y compris la mise en place de mécanismes de coopération et de coordination entre les autorités compétentes. Ainsi, des formes de gouvernance doivent être incluses dans les dispositions du règlement pour assurer la coordination de toutes les autorités compétentes[7].
- **Adaptation au changement climatique** : Le protocole souligne la nécessité d'élaborer des stratégies pour atténuer les effets du changement climatique et d'adapter les zones côtières aux risques qu'il engendre.
- Des **dispositions en matière de suivi et de surveillance**, ainsi que des instruments financiers, doivent être planifiés[8].

Il est important de noter que le protocole GIZC est un **instrument volontaire**, ce qui signifie que sa mise en œuvre dépend de la volonté des pays méditerranéens d'adopter et d'appliquer ses dispositions.

4 Art.2.f). Définitions.
5 Art.6.f), g). Principes généraux de la gestion intégrée des zones côtières.
6 Art.6.b), c). Principes généraux de la gestion intégrée des zones côtières.
7 Art.7. Coordination.
8 Mécanismes de suivi et d'observation et réseaux. Art. 21. Instruments économiques, financiers et fiscaux.

D'autre part, la Directive européenne sur la planification de l'espace maritime (2014/89/UE) a été adoptée par le Parlement européen et le Conseil en 2014. La directive sur la planification de l'espace maritime (PEM) établit un cadre pour la planification de l'espace maritime dans le but de promouvoir la croissance durable des économies maritimes, le développement durable des zones marines et l'utilisation durable des ressources marines. **Les principales dispositions de la directive PEM sont les suivantes.**

- **Contraintes légales** : Contrairement au protocole GIZC, la directive PEM est juridiquement contraignante pour tous les États membres de l'UE, qui doivent transposer ses dispositions dans leur droit national.
- **Cadre de planification** : Elle fournit un cadre pour l'élaboration de plan de gestion de l'espace maritime visant à gérer les activités humaines dans les eaux marines afin d'atteindre des objectifs écologiques, économiques et sociaux.
- **Coopération transfrontalière** : La directive encourage la coopération entre les États membres afin de garantir une planification cohérente et coordonnée de l'espace maritime dans les mers régionales.
- **Implication des parties prenantes** : Elle exige que les États membres veillent à ce que les parties prenantes, y compris les autorités publiques, les partenaires économiques et sociaux, et les communautés locales, soient impliquées dans le processus de planification de l'espace maritime. La participation des parties prenantes est une exigence minimale[9] de toute forme de gouvernance ou de tout règlement accompagnant une action liée à la procédure de planification.

La directive met l'accent sur les éléments suivants qui doivent être utilisés pour mettre en place un plan de gestion de l'espace maritime[10]:

- **Analyse initiale** : Une analyse initiale doit être considérée comme la première étape de la planification de l'espace maritime, conformément à la définition de la planification de l'espace maritime contenue dans la directive[11].
- **Interactions terre-mer** : La PEM doit tenir compte des interactions terre-mer, du site[12] et de la nécessité d'appliquer une approche fondée sur les écosystèmes[13].
- **Objectifs environnementaux** : La préservation, la protection et l'amélioration de l'environnement ainsi que la promotion d'un tourisme durable sont des objectifs fondamentaux[14] qui doivent être pris en compte dans toute réglementation visant à définir des lignes directrices pour la PEM d'une manière ou d'une autre.

9 Art. 6.2. (d). Exigences minimales pour la planification de l'espace maritime. Art. 9. Participation du public.
10 Directive 2014/89/UE du Parlement européen et du Conseil, du 23 juillet 2014, établissant un cadre pour la planification de l'espace maritime.
11 Art.3 (2). Définition.
12 Art.4.2. Établissement et mise en œuvre de la planification de l'espace maritime. Art.6.2. (a) Exigences mi males pour la planification de l'espace maritime.
13 Art. 5.1. Objectifs de la planification de l'espace maritime.
14 Art. 5.1. Objectifs de la planification de l'espace maritime.

- **Participation des parties prenantes** : une approche participative est une exigence minimale[15] de toute forme de gouvernance ou de tout règlement accompagnant une action liée à la procédure de planification.

Enfin, dans le contexte de la protection de l'environnement, d'autres réglementations internationales sont impliquées et fournissent des principes connexes à respecter et soutiennent les approches de la GIZC : la Convention de la CEE-ONU sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, qui garantit la participation du public aux décisions internationales, ainsi que la Convention sur la diversité biologique ou la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. La directive PEM vise à être cohérente avec les autres politiques et directives de l'UE, telles que la directive-cadre « Stratégie pour le milieu marin » (2008/56/CE) et la Directive-cadre sur l'eau (2000/60/CE).

2.3.2 Limites relatives à l'application juridique

Une approche intégrée de la planification et de la gestion est la pierre angulaire de la mise en œuvre des politiques côtières et maritimes. Cependant, l'application et la mesure[16] sont des entreprises compliquées, en partie à cause des différentes données disponibles et de la fragmentation institutionnelle des responsabilités concernant les zones côtières[17] . La gestion intégrée implique de prendre en compte les interrelations entre les usages de la mer, les zones côtières et l'environnement qu'ils impactent potentiellement[18] . Toutefois, en termes de planification, elle doit intégrer diverses dimensions : spatiales, temporelles, horizontales (entre différents secteurs, y compris le tourisme), verticales (entre les différents niveaux de gouvernement) et entre les domaines de connaissance[19]. Par conséquent, une vision intégrée et stratégique devrait guider les pratiques des autorités publiques et des autres parties prenantes dans l'analyse et l'organisation des activités humaines, telles que le tourisme, dans les zones marines et côtières, afin d'atteindre des objectifs écologiques, économiques et sociaux.

Le caractère juridique non contraignant du protocole GIZC implique que les parties fassent preuve d'une grande volonté politique et de bonne foi pour adopter une interprétation ambitieuse du protocole[20] [21] , tandis que la mise en œuvre de l'approche fondée sur les écosystèmes est actuellement considérée comme un

15 Art. 6.2. (d). Exigences minimales pour la planification de l'espace maritime. Art. 9. Participation du public.
16 Une réflexion menée par Soriani et al (2015) sur la base du projet FP7 de l'UE, PEGASO.
17 Projet PEGASO : https://www.vliz.be/projects/pegaso/images/stories/pegaso_draft_p5.pdf.
18 Rochette et Billé (2010).
19 Soriani et al. (2015, p.6).
20 Billé & Rochette (2015).
21 PNUE/ CAR-PAP (2016, p.61).

défi majeur pour la planification de l'espace maritime[22] . Cependant, elles doivent être mises en œuvre dans des lieux spécifiques afin de comprendre comment ces pratiques sont mises en place et évoluent pour atteindre les objectifs de durabilité. Par conséquent, cet outil de connaissance est conçu pour informer les planificateurs et les décideurs politiques sur la mise en œuvre du protocole GIZC et de la directive PEM de l'UE à l'échelle locale et régionale en montrant comment les principes directeurs sont actuellement mis en œuvre (en favorisant un continuum terre-mer) tout en offrant quelques remarques critiques pour un secteur d'activité donné, tel que la planification du tourisme.

Les caractéristiques des pratiques présentées et les enseignements tirés de ce guide ont été analysés d'un point de vue juridique et procédural, sur la base des dispositions des règlements contraignants qui pourraient guider tout processus administratif de la GIZC ou de la PEM[23] menée par une administration publique méditerranéenne.

D'une part, le Protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières en Méditerranée s'applique spécifiquement aux zones côtières méditerranéennes des parties contractantes à la Convention. En tant qu'instrument volontaire, sa mise en œuvre est laissée à la discrétion des différents pays méditerranéens. La souplesse du protocole permet aux pays d'adapter leurs stratégies et actions nationales de GIZC en fonction de leurs besoins et priorités spécifiques en matière de gestion côtière.

D'autre part, la planification de l'espace maritime de l'Union européenne 2014/89/UE est obligatoire pour tous les États membres de l'UE, y compris leurs eaux marines, définies comme les eaux, les fonds marins de la ligne de base à partir de laquelle l'étendue des eaux territoriales est mesurée, s'étendant jusqu'à l'extrémité de la zone où un État membre a et/ou exerce des droits juridictionnels.

Par conséquent, la PEM (initialement conçu pour les pays européens) peut être considérée comme le principal outil contraignant pour la mise en œuvre de la GIZC dans les zones maritimes[24] , en particulier pour sa planification et son évaluation durables des interactions terre/mer. Sur cette base, une approche synthétique de leur intégration dans chaque typologie de pratiques a été mise en place pour soutenir leur mise en œuvre.

Enfin, il est essentiel de noter qu'au-delà des règlements contraignants, de véritables instruments d'orientation stratégique ont été approuvés au fil des années en Méditerranée. En effet, « le protocole GIZC contient de nombreuses dispositions relatives à la gouvernance, dont la mise en œuvre ne pourrait se faire,

22 Commission européenne (2022, p.15) https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A-52022DC0185.
23 Le processus administratif désigne les procédures et les étapes suivies par les autorités publiques lorsqu'elles prennent des décisions ou des mesures.
24 Voir, dans ce sens, le Cadre conceptuel pour la planification de l'espace marin en Méditerranée PNUE/PAM Athènes, Grèce (2018).

du moins pour l'essentiel, par le biais d'instruments juridiques uniquement »[25] . En effet, les instruments stratégiques contribuent à appuyer les décisions des décideurs politiques et, dans certains cas, à établir des objectifs communs. Les parties contractantes à la convention de Barcelone ont notamment adopté les Plans d'action régionaux pour la Méditerranée. Par ailleurs, dans le cadre de réunions régionales liées à des projets de coopération internationale, des chartes stratégiques telles que la Charte de Bologne et son plan d'action conjoint ont été élaborées afin de promouvoir un cadre commun pour les actions stratégiques de protection et de développement des zones côtières méditerranéennes.

2.4 Déployer le potentiel des processus de GIZC et de PEM pour la planification d'un tourisme durable

Le tourisme figure parmi les cinq priorités de la Stratégie de croissance bleue de l'UE[26] . Il s'agit d'une activité économique essentielle et d'un enjeu transversal de la Stratégie méditerranéenne de développement durable 2016-2025[27] . La Stratégie européenne pour l'économie bleue[28] promeut un cadre intégré pour atteindre les objectifs du Pacte vert européen et complète d'autres initiatives récentes de la Commission sur la biodiversité, l'alimentation, la mobilité, la sécurité, les données, etc. Pour progresser dans ce domaine et dans d'autres (Voie de transition de l'UE pour le tourisme 2022)[29] dans les années à venir, la stratégie préconise d'améliorer et de connecter les infrastructures de connaissance et de recherche, de fournir des ressources et des mécanismes financiers suffisants et de mettre en œuvre une planification intégrée par le biais de la planification stratégique multisectorielle, de l'engagement des citoyens et de la coopération transfrontalière.

Malgré les attentes de ces cadres politiques internationaux, le tourisme côtier de masse en Méditerranée menace dramatiquement la durabilité environnementale et sociale des destinations et la viabilité économique du secteur[30] . Les politiques touristiques sont principalement axées sur l'augmentation des recettes et la maximisation des bénéfices financiers. Néanmoins, ils doivent élaborer des programmes d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets[31] et intégrer des approches durables dans la gestion des destinations[32] . Par conséquent, l'intégration des cadres de planification du protocole GIZC et de la directive PEM, en particulier au niveau local, permet d'instituer une planification territoriale du tourisme afin d'aborder les questions importantes de durabilité du

25 Bille, J. and Rochette, J. (2015). The Mediterranean ICZM Protocol: Paper treaty or wind of change? Ocean & Coastal Management, 15, 84-91. https://doi.org/10.1016/j.ocecoaman.2014.12.025.
26 Commission européenne (2017).
27 PNUE/PAM (2016).
28 Commission européenne (2021).
29 Commission européenne (2022).
30 PNUE/PAM & Plan Bleu (2020, p. 140).
31 Becken, et al. (2020); Drius et al., 2018.
32 *González-Domingo, et al. (2018).*

tourisme côtier notamment le tourisme de masse[33]. Compte tenu des changements fonciers et environnementaux dans les zones côtières méditerranéennes, les décideurs politiques doivent désormais s'appuyer sur de nouveaux scénarios de planification et concevoir des instruments de planification et de gestion innovants favorisant les politiques de maîtrise de la croissance et de décroissance dans divers domaines d'action tels que la consommation des ressources, la mobilité à faible émission de carbone, l'adaptation au changement climatique et le changement d'occupation des sols et de la mer. La prise en compte de ce changement est essentielle pour les transitions de durabilité des géographies du tourisme méditerranéen en raison de la nature territoriale de cette activité économique :

- Le tourisme côtier et maritime opère de manière intensive dans un espace terre-mer interdépendant, tout en offrant des services d'accueil, de transport et d'autres services et infrastructures afin de rendre le tourisme possible en tant que phénomène territorial. Le tourisme est une activité qui concerne à la fois la terre et la mer, ce qui accroît le défi que représente l'intégration des interactions entre ces deux éléments dans la planification du tourisme.
- La nature multisectorielle du tourisme a des implications complexes, car chaque activité a sa propre dynamique spatiale et temporelle, ses interactions conflictuelles et son acceptation sociale relative.
- L'urbanisation induite par le tourisme et liée aux mobilités transnationales pose des défis supplémentaires à la résilience climatique et aux difficultés inhérentes aux planificateurs de l'espace et aux décideurs politiques dans la mise en œuvre de stratégies d'atténuation des émissions de carbone et d'adaptation aux risques et aux impacts climatiques. La croissance des résidences secondaires et des appartements touristiques dans les municipalités côtières après la crise financière de 2008 a émergé comme un problème juridique important en matière de logement, face aux usages temporels du territoire, ce qui rend difficile la gestion des déchets et des consommations d'eau et d'énergie.
- La prévention des risques liés aux événements extrêmes dans les zones à forte intensité touristique s'avère être une tâche très difficile lorsqu'il s'agit d'épisodes d'urgence (par exemple, incendies de forêt, sécheresses, inondations) et de reprise en raison du faible niveau de préparation des populations touristiques et des destinations côtières dont les infrastructures touristiques sont fortement exposées à ces risques naturels.

En conséquence, le protocole GIZC et la directive PEM, ainsi que leurs niveaux respectifs de réglementation et de planification, devraient instituer un modèle territorial de tourisme durable qui tienne compte des accords sur le climat et des réglementations équilibrées concernant les autres secteurs d'activité côtière.

33 Blazquez-Salom, et al. (2019); Plan Bleu (2022).

Toutefois, sa mise en œuvre dépend de la volonté politique, des capacités, des ressources et des intérêts mis en place. Ces éléments doivent être pris en compte dans leur globalité, afin de comprendre comment le protocole de la convention de Barcelone sur la GIZC et la directive européenne sur la planification de l'espace maritime influent sur les transitions en matière de tourisme durable.

Grâce à ce guide, les lecteurs peuvent accéder à une diversité de pratiques pour comprendre les potentialités des processus de GIZC et de la PEM et les dispositions clés de la planification du tourisme durable, et la manière dont ils pourraient être adaptés à leur dynamique territoriale spécifique. Il se veut utile aux décideurs et aux parties prenantes du secteur qui conçoivent et mettent en œuvre des pratiques susceptibles d'avoir un impact sur les eaux maritimes de la mer Méditerranée, y compris ses golfes, ses sous-bassins et ses zones côtières. Cette approche a été réalisée grâce à l'identification d'un ensemble de pratiques. Plus concrètement, ce guide illustre comment traduire en actes l'accord des pays méditerranéens des deux rives pour encourager un tourisme durable qui préserve l'environnement côtier, valorise ses formes spécifiques et le réglemente, le cas échéant, en interdisant la pratique d'activités sportives et récréatives. La couverture géographique, côtière et maritime, dépendra de l'application des limites en mer et en terre de chaque État. Une approche globale et intégrée est toujours conseillée.

3. Méthodologie : critères de cartographie et analyse decas pratiques

La méthodologie utilisée pour sélectionner et analyser les pratiques consiste en un examen de cadrage appliqué à des bases de données spécifiques, notamment Interreg MED (2014-2020), IEV CTF MED (2014-2020) et d'autres bases de données telles que la Plateforme européenne de planification de l'espace maritime et l'Atlas européen des mers. En outre, la consultation d'experts externes du projet Community4Tourism et le recours à des consultants ont amélioré la recherche de pratiques éventuelles. Les sections suivantes présentent les critères de sélection des cas pratiques liés au tourisme et la manière dont les pratiques choisies sont analysées pour illustrer leur alignement sur les principes de la GIZC et les dispositions administratives de la directive PEM englobant les processus réglementaires.

3.1 Critères de sélection

Sur la base de la conceptualisation des questions de planification et de gestion du tourisme et de l'examen des approches du protocole GIZC et de la directive PEM, ce guide applique les **quatre critères** suivants pour la cartographie des cas pratiques :

1. **Planification intégrée.** Pour appliquer ou renforcer les perspectives de

planification et de gestion intégrées, il faut tenir compte des différents critères administratifs et des différents domaines politiques, ainsi que des dimensions économiques, sociales et environnementales.

2. **Écosystèmes et conflits d'usage.** Intégrer l'approche fondée sur les écosystèmes, gérer les conflits d'usage et prendre en compte l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci.
3. **Soutien aux processus décisionnels.** Il s'agit de divers activités, outils et techniques qui soutiennent les processus décisionnels et garantissent la participation du public à la planification et à la gestion intégrées.
4. **Assurer la cohérence de la mise en œuvre des plans et de la participation des parties prenantes.** Il s'agit de la gestion permanente des activités touristiques et des formes de gouvernance.

Par conséquent, l'examen de cadrage des pratiques comprend diverses typologies de pratiques et **trois critères de qualité** supplémentaires (sélectionnés par les partenaires coordinateurs sur la base des termes de référence de Community4Tourism), ce qui garantit une portée méditerranéenne et un potentiel de transférabilité :

1. **Fondée sur des données probantes** : Les cas sélectionnés sont étayés par une documentation pertinente et descriptive. Chaque étude de cas a été examinée par un informateur clé spécialisé, de préférence, et dans la mesure du possible, par le responsable de la pratique.
2. **Champ d'application méditerranéen** : Les cas sont sélectionnés dans des pays européens et non européens, avec un équilibre entre le nord, le sud, l'est et l'ouest du bassin.
3. **La diversité** : Les cas sont variés en termes d'échelle, d'instruments de planification et de gestion, et de secteurs d'activité, y compris des projets "tests" encore en cours.. Il s'agit notamment des types de pratiques suivants :

- Pratiques liées aux connaissances scientifiques. Les preuves scientifiques et autres connaissances soutiennent la prise de décision et fournissent des solutions pour limiter et prévenir les impacts environnementaux, gérer les conflits et les controverses, surveiller et évaluer les changements territoriaux.
- Approches de planification et de gestion dans des sites et lieux spécifiques. Conformément à la GIZC et à la PEM, les activités touristiques sont soumises à différentes formes d'organisation et de gestion de l'espace afin de prévenir/atténuer les impacts environnementaux et sociaux et de réduire les conflits entre la diversité des usages humains et la conservation.

- Gouvernance et modes de coopération/participation. Comment les différentes parties prenantes sont-elles impliquées dans la planification, la prise de décision, la gestion et l'accès à l'information ? La sélection des pratiques s'est basée sur des formes de coopération multi niveaux et de coordination inter-services.

3.2 Processus de cartographie et de sélection

L'examen de cadrage s'est déroulé comme suit :

1. **Définition des critères de sélection** : Un système de codification basé sur des critères prédéfinis a été utilisé pour cartographier les pratiques et faciliter l'examen par les pairs et la sélection finale (voir annexes 1 et 2).
2. **Procédure de recherche** : Les consultants ont utilisé des mots-clés en fonction des critères de sélection. La priorité a été donnée aux programmes de coopération Interreg en Méditerranée. Une deuxième étape a consisté à rechercher d'autres référentiels de données ouvertes et, enfin, une consultation par courrier électronique d'experts externes a été mise en œuvre.
3. **Sélection des cas pratiques finaux** : Dans un premier temps, les consultants ont procédé à la sélection, les partenaires du projet C4T impliqués dans l'élaboration du guide les ont examinés et ont discuté d'une série finale de cas avec les consultants. Au cours de ce processus, des consultations avec des informateurs clés liés aux cas ont été menées afin de recueillir des preuves supplémentaires et confronter les informations.

Les résultats de l'examen de cadrage des cas pratiques dans divers dépôts de données ouvertes, de projets de coopération et d'initiatives politiques antérieures ont été identifiés.

- Nombre total d'entrées examinées (titre et résumés) : 415.
- Première sélection selon les critères : 33 cas.
- La sélection finale se fait sur la base de critères et d'une évaluation par les pairs : 10 cas.

La sélection finale comprend des cas pratiques testées et/ou mises en œuvre, organisées autour de quatre domaines :

- **Réglementation des loisirs maritimes pour protéger la biodiversité** : élaborer une stratégie de conservation pour protéger la biodiversité maritime tout en créant les conditions d'une coexistence avec les loisirs et les autres usages humaines.
- **Évaluation et suivi des impacts du tourisme et des menaces** : contribuer à l'intégration de l'évaluation des écosystèmes et de la participation

des parties prenantes aux processus de planification tout en améliorant le diagnostic des impacts et des menaces du tourisme.

- **Planification urbaine intégrée des usages et des espaces touristiques** : outils de planification urbaine pour lutter contre le sur-tourisme et de planification côtière intégrée pour favoriser l'adaptation au changement climatique.
- **Durabilité dans le développement de produits touristiques :** Les programmes de coopération INTERREG Euro-MED ont apporté une expérience qui a conduit à la création du réseau MEET (Mediterranean Experience of Ecotourism).

3.3 Analyse des cas sélectionnés

La dernière étape consiste à analyser les dix pratiques sélectionnées. Les derniers cas proviennent principalement de projets combinant des initiatives gouvernementales, une mise en œuvre continue (par exemple, des plans d'action) et des efforts initiés par le gouvernement en dehors des programmes de financement de projets (par exemple, des réglementations). La plupart des cas se situent dans des régions européennes, et seulement trois dans des pays non européens, en raison de la nature hétérogène de l'application du protocole GIZC et de la directive PEM. En effet, le protocole GIZC n'est pas juridiquement contraignant, ce qui peut limiter la mesure dans laquelle les cas peuvent être pris en compte. De plus, la directive PEM s'applique dans un premier temps aux régions de la rive nord. Les études de cas présentées au chapitre 4 analysent le contexte et identifient les enjeux critiques de chaque cas, puis analysent la manière dont les pratiques présentées intègrent les principes directeurs du protocole GIZC et de la directive PEM lors de la planification et de la gestion des impacts et des conflits liés au tourisme ; enfin, elles donnent des indications sur l'adaptation des cas pratiques à d'autres territoires en tenant compte des moteurs et des obstacles identifiés, en mettant l'accent sur la transférabilité de chaque pratique.

En conséquence, chaque analyse de pratique est structurée comme suit : (voir l'annexe 4 pour plus de détails).

- **Contexte politique et socioculturel** : Cette rubrique décrit certains aspects essentiels de la géographie, les questions de planification et de gestion, ainsi que les acteurs concernés.
- **Aspects liés à la GIZC/PEM** : Cette rubrique décrit la pratique et établit des liens avec les processus et principes de la GIZC et de la PEM.
- **Facteurs de succès et obstacles** — **Transférabilité** : Cette rubrique offre des leçons critiques et clés ainsi que des conditions pratiques pour reproduire l'étude de cas dans d'autres régions côtières méditerranéennes.

Enfin, la narration de chaque étude de cas est adaptée afin d'obtenir la description la plus précise et la plus instructive possible dans un format de deux pages.

Les outils de planification et de gestion sont présentés de manière technique et procédurale, tandis que les cas traitant des processus de planification et liés à la réglementation et à la gouvernance mettent en avant des mesures et des évaluations d'impact pour résoudre les conflits et prévenir les effets négatifs. Chaque cas lié au tourisme comprend une réflexion sur le lien avec la GIZC et le PEM. Les pratiques analysées présentent une hétérogénéité de contenu dans leurs contextes connexes et leurs résultats partagés[34].

34 En effet, les différentes façons de présenter chaque étude de cas sont également basées sur la diversité et la qualité des preuves documentaires trouvées et des points soulignés par les informateurs clés et les responsables des pratiques.



4. Analyse des meilleures pratiques

4.1 Réglementation des loisirs maritimes pour protéger la biodiversité

N° 1 Réglementation en faveur de la posidonie des îles Baléares

Principaux thèmes abordés	Caractéristiques spécifiques
Type de pratique : La réglementation sur les loisirs maritimes pour protéger **Aspects en rapport avec le tourisme :** Navigation de plaisance **Type de problème** : Impacts humains sur les herbiers de posidonies **Éléments clés de la GIZC/PEM** : Approche intégrée de l'écosystème ; planification stratégique ; implication des parties prenantes ; développement durable	**Géographie :** Espagne **Échelle(s)** : Locale, régionale. **État de développement** : Mise en œuvre en cours **Année d'approbation** : 2018 **Responsable(s) principal (aux)** : Gouvernement des Îles Baléares **Parties prenantes impliquées** : Gouvernements municipaux, ONG, plongeurs et plaisanciers

Contextes politiques et géographiques

Le Gouvernement des Îles Baléares a approuvé le décret 25/2018 le 27 juillet, renforçant le cadre juridique pour la protection et la conservation de *Posidonia Oceanica*. Le décret développe les dispositions de la législation nationale espagnole sur la biodiversité et la protection de l'espace maritime (Loi 42/2007 ; Loi 41/2010). Ce règlement vise à prévenir et à atténuer les impacts humains sur les herbiers de posidonies en interdisant l'ancrage des bateaux de plaisance, entre autres usages. Le texte suit une approche écosystémique favorisant la conservation de la biodiversité et contribuant à l'adaptation au changement climatique en augmentant les barrières naturelles contre l'élévation du niveau de la mer. Ce décret a été pris pour faire appliquer la législation contre les pressions humaines et les menaces qui mettent en péril son bon état de conservation, entre autres, l'augmentation de la touristification et de la navigation de plaisance.



Actions mises en œuvre — Élaboration d'une approche fondée sur les écosystèmes pour protéger les posidonies

Le décret sur la posidonie a permis d'augmenter les ressources destinées à l'infrastructure de conservation. Les éléments essentiels de ce progrès sont les suivants :

- Service de surveillance Posidonia : 19 patrouilleurs[35] opèrent pendant la saison estivale. Ils surveillent et informent sur l'interdiction d'ancrage dans les zones abritant des herbiers de posidonies et conseillent aux grands navires d'éviter les impacts sur ces herbiers avant ou pendant les manœuvres d'ancrage.
- Champs d'ancrage ouvert au public : 13 champs d'ancrage avec plus de 420 bouées à faible impact placés dans des zones à fonds marins sablonneux pour empêcher l'ancrage incontrôlé dans les prairies avec un risque de dégradation élevé.
- Cartographie : L'Atlas de Posidonia Oceanica a nécessité un travail de recherche et de terrain exhaustif qui a permis d'identifier les habitats maritimes des Îles Baléares grâce à différentes techniques, notamment le sonar latéral ou la photo-interprétation d'images satellites. Le résultat est une cartographie plus détaillée des herbiers de posidonies des Îles Baléares. Il intègre également l'application « Posidonia GOIB », qui permet aux utilisateurs de connaître les fonds marins sur lesquels ils ont l'intention de jeter l'ancre grâce à la géolocalisation et en temps réel.
- Suivi scientifique en réseau : créé en 2020 par le gouvernement des Baléares, il vise à surveiller l'état des herbiers de posidonies avec l'appui technique de l'entreprise publique Tragsatec[36] . La collecte de données est réalisée avec l'aide de bénévoles de 26 ONG et centres de plongée sous-marine. Il permet de recueillir régulièrement des données sur les herbiers de posidonies et d'autres espèces maritimes. Le suivi est basé sur des stations fixes et évalue l'état écologique des herbiers de posidonies (densité et couverture des herbiers, densité globale), des algues invasives ou de la température de l'eau.

Aspects liés à la GIZC/PEM

La transposition de l'obligation existante de protéger la posidonie est complétée par un règlement régional spécifiquement axé sur la simplification et la mise en œuvre d'actions politiques et de différentes mesures pour atteindre cet objectif. La mise en œuvre de l'approche écosystémique joue un rôle central dans la protection des herbiers de posidonies, accompagnée de diverses mesures visant à faciliter sa mise en œuvre, ainsi que, ce qui est particulièrement important, l'inclusion de

35 Page web Atlas Posidonia (dernier accès, avril 2024). https://atlasposidonia.com/
36 Tragsatec appartient au groupe TRAGSA, qui fait partie du holding industriel public espagnol Sociedad Estatal de Participaciones Industriales (SEPI). Elle réalise des travaux d'ingénierie et d'assistance technique dans divers domaines.



mesures cruciales liées aux principes du protocole GIZC et de la directive PEM, telles que l'**amélioration du libre accès aux informations environnementales, l'augmentation des moyens de contrôle et de surveillance, ainsi que la délimitation et l'interdiction des activités humaines afin de prévenir les dommages causés aux posidonies**. Ce règlement implique :

- La création d'un comité spécial de gouvernance (comité Posidonies).
- La définition de nombreux concepts techniques afin de clarifier et de faciliter leur compréhension et d'unifier leur interprétation.
- La création d'un fonds de financement spécifique pour la conservation des posidonies.
- Dispositions relatives à l'établissement d'un protocole sur la gestion des banquettes de posidonies.
- La prévision d'une délimitation cartographique.
- L'inclusion de dispositions relatives au contrôle, à la surveillance et aux communications.
- L'établissement d'une liste d'activités interdites en raison de leur potentiel de nuisance.
- L'inclusion de dispositions détaillées concernant la réglementation de l'ancrage des bateaux.

Facteurs de succès et obstacles — Transférabilité

Le décret sur la posidonie aux Baléares a été élaboré en cohérence avec la législation de l'Union Européenne et la législation nationale. Tout territoire euro-méditerranéen pourrait adapter ses législations nationales ou régionales pour renforcer et appliquer la protection des herbiers de posidonies et adapter sa planification maritime pour établir un système de zonage avec une approche écosystémique. Le déploiement de moyens de contrôle de surveillance et de collecte de données environnementales ouvertes est essentiel pour impliquer les usagers nautiques, plaisanciers et les citoyens. En outre, la surveillance maritime participative pourrait renforcer la solidité et la cohérence politiques face aux changements gouvernementaux. L'engagement de la société civile et d'autres parties prenantes dans la surveillance des habitats marins, des usages maritimes et des infractions grâce à la collecte de données marines par des bénévoles et à des outils et données en libre accès renforce les capacités de gestion de l'environnement du territoire. Enfin, les gouvernements régionaux et nationaux pourraient faire partie du Réseau méditerranéen de posidonies afin de partager des données et des enseignements sur la conservation des prairies sous-marines..



N° 2 Gestions multi-usages — Parc National de Port-Cros, France

Principaux thèmes abordés	Caractéristiques spécifiques
Type de pratique : La réglementation sur les loisirs maritimes pour protéger la biodiversité **Aspects en rapport avec le tourisme :** Plongée sous-marine, navigation de plaisance, baignade, pêche artisanale et de loisirs **Type de problème :** Fragilité des socio-écosystèmes de l'AMP accentuée par l'activité humaine **Éléments clés de la GIZC/PEM :** Approche intégrée ; planification stratégique	**Géographie** : France **Échelle** : Locale (AMP **État de développement** : 1963, et modifications ultérieures du règlement au fil du temps **Année d'approbation** : Modifications a posteriori du règlement au fil du temps **Responsable(s) principal (aux) :** Parc national de Port-Cros et îles de Porquerolles **Parties prenantes impliquées :** Pêcheurs artisanaux, scientifiques, résidents et autorités municipales

Contextes politiques et géographiques

Le Parc national de Port-Cros (PNPC) a été créé en 1963 et agrandi en 2012. Il comprend les archipels de Port-Cros et de Porquerolles, une vaste zone maritime adjacente et une zone continentale discontinue. La gestion de l'archipel de Port-Cros est basée sur une approche de gestion multi-usage (GMU) qui organise les activités humaines de manière à ce qu'elles soient compatibles avec la conservation des habitats et des espèces. Il s'agit de désigner des zones pour des activités spécifiques tout en excluant d'autres activités susceptibles de générer des conflits d'usage et de les organiser. Ce modèle s'appuie sur une longue tradition de gestion respectant des objectifs stricts de conservation, fondés sur des données scientifiques. Les mesures mises en œuvre incluent l'interdiction quasi totale de la pêche récréative, de la pêche à la ligne et du chalutage, ainsi que l'établissement d'une coopération de confiance avec les pêcheurs artisanaux, formalisée à travers la charte de la pêche. Depuis 2014, des amendements successifs au règlement de gestion du PNPC ont renforcé l'intégration de la gestion multi-usage (GMU) pour d'autres activités récréatives telles que l'ancrage des bateaux, la plongée sous-marine et les zones de baignade. Un élément essentiel de l'approche de la GMU du PNPC est l'instauration d'une confiance avec les parties prenantes en faveur de la conservation. Du point de vue écosystémique, les herbiers de Posidonia Oceanica



et les récifs du PNPC sont classés parmi les plus importants de la Méditerranée pour leur fonctionnement écologique[37] , tandis qu'il existe des preuves que la propagation des poissons des aires marines protégées (AMP) vers les zones adjacentes a un effet positif[38].

Actions mises en œuvre — La GMU comme outil de coexistence des usages et de la conservation

Quelques situations illustrent la pertinence de la gestion de conflits et des controverses :

- L'interdiction de la pêche récréative, à l'exception de la pêche à la traîne dans certaines zones, est perçue comme socialement acceptable en raison de plusieurs facteurs : les autorités du parc, les pêcheurs et les scientifiques sont conscients de l'impact des vastes prises (au-delà des rendements maximaux durables), de l'incompatibilité avec l'image protectrice souhaitée d'un parc national, et en tant qu'outil de gestion pour réserver les prises aux pêcheurs artisanaux.
- La navigation de plaisance, l'ancrage et la pêche sont interdits dans les zones proches de la côte afin d'éviter les conflits avec la zone de baignade.
- L'amarrage n'est pas autorisé dans un rayon de 100 mètres autour des sites de plongée et est interdit pour les navires de plus de 15 mètres.
- Limite de vitesse pour les bateaux : 5 nœuds à 300 mètres; 3 nœuds dans le port et dans un rayon de 100 mètres autour des dispositifs de plongée.

Autres situations dans lesquelles l'approche fondée sur les écosystèmes contribue à la planification des activités de loisirs en mer :

- Une charte de pêche basée sur un accord entre les pêcheurs et les gestionnaires de l'AMP établit les paramètres de la réglementation de la pêche. Elle est mise à jour chaque année sur la base d'un suivi scientifique et de consultations. La réglementation de la pêche dans le parc concernant la longueur maximale des navires, le temps d'immersion, la taille des mailles, la longueur des filets et le nombre d'hameçons et de pièges est plus restrictive qu'à l'extérieur de l'AMP.
- La plongée sous-marine est temporairement interdite dans certaines zones, et la plongée de nuit est interdite pour éviter de perturber les poissons et la flore. En outre, 40 plongeurs sont limités simultanément par site. Les plongeurs doivent être titulaires d'une autorisation de plongée.
- Navigation de plaisance : Les nuisances sonores pour les espèces de poissons sont contrôlées par des limitations de vitesse et des restrictions spatiales pour les bateaux à moteur dans une zone spécifique, tandis que les moteurs mixtes

37 Boudouresque et al. (2021).
38 Plusieurs références citées dans Astruch et al. (2018).



(scooters, jet-skis, etc.) et les engins tractés sont interdits dans le cœur maritime du parc national (600 m)[39] . Le mouillage est interdit de manière permanente dans une zone, où la reproduction des moules juvéniles Pinna nobilis est fréquente, et en dehors des dispositifs réservés dans les quatre autres régions. Toute forme de décharge est interdite.

Aspects liés à la GIZC/PEM

La GMU du PNPC a été conçue pour restaurer les espèces et les écosystèmes marins, en particulier les « super prédateurs ». La GMU repose sur une approche socio-écosystémique où les usages humains sont régulés de manière stricte et scientifique au lieu d'être complètement interdites (approche de la zone de non-prélèvement). Le système de zonage actuel comprend neuf zones combinant des interdictions permanentes et des restrictions spatio-temporelles d'usage, et des zones dédiées à des usages spécifiques. Des exigences réglementaires sectorielles sont également mises en place.

Facteurs de succès et obstacles - Transférabilité

L'approche multi-usage pour la planification et la gestion des activités de pêche et de loisirs maritimes dans les AMP semble avoir des résultats prometteurs si l'on considère l'expérience du PNPC sur plus de 50 ans, et elle démontre le même succès que celles basées sur une approche plus stricte des zones de non-prélèvement. Pour mettre en œuvre l'approche GMU dans d'autres AMP, il est essentiel de cultiver une coopération à long terme avec les parties prenantes locales, de donner la priorité aux usages ancestraux telles que la pêche artisanale. L'établissement d'une charte de pêche permet de définir de manière coordonnée des droits d'usage et des quotas de capture sur la base d'informations scientifiques. L'interdiction de la pêche récréative semble jouer un rôle essentiel dans l'établissement de la confiance avec les pêcheurs locaux. En outre, les conflits sont gérés en accordant de l'espace à certains utilisateurs (baigneurs, plaisanciers, plongeurs et pêcheurs artisanaux) tout en limitant les autres par le biais du système de zonage. Malheureusement, l'instauration de la confiance, composante essentielle de la GMU, risque d'être perturbée par le renouvellement des générations de pêcheurs et d'opérateurs de loisirs. Les scientifiques du PNPC mettent en garde contre la fragilité du socio-écosystème de l'AMP, car il suffit de quelques mois de pêche sans restriction pour vider une AMP de ses poissons et anéantir des décennies d'efforts. Le deuxième facteur clé est une réglementation avec des règles claires et compatibles basées sur les écosystèmes et des preuves scientifiques solides qui offrent une sécurité robuste contre des comportements moins respectueux de l'environnement.

39 Astruch et al. (2018)



N° 3 Cogestions des AMP - Les îles Kuriat, Tunisie

Principaux thèmes abordés	Caractéristiques spécifiques
Type de pratique : La réglementation sur les loisirs maritimes pour protéger la biodiversité **Aspects en rapport avec le tourisme :** Plongée sous-marine, navigation de plaisance, baignade, pêche artisanale et de loisir, usagers de loisirs terrestres **Type de problème** : Menace pour la survie des tortues, état de l'environnement menacé par un système d'assainissement des eaux inadéquat et un niveau élevé d'artificialisation du littoral **Éléments clés de la GIZC/PEM :** Développement durable ; dispositions de contrôle et de surveillance ; planification stratégique, infrastructures de loisirs à faible impact	**Géographie :** Tunisie, Sud de la Méditerranée **Échelle** : Locale (AMP) **État de développement** : Mise en œuvre en cours **Année d'approbation** : Non communiqué **Responsable(s) principal (aux) :** Ministère de l'Environnement et de la Planification spatiale ; Agence de protection et d'aménagement du littoral (APAL) **Parties prenantes impliquées :** Comité local de soutien à la gestion des îles Kuriat (marine nationale, garde-côtes, syndicats de pêcheurs, ONG, agences nationales de coopération internationale, scientifiques)

Contextes politiques et géographiques

Les îles Kuriat sont deux îles situées dans la partie nord-est de la baie de Monastir (Tunisie) et représentent le site de nidification le plus critique pour la tortue Caouanne en Tunisie[40] . Les îles peuvent être visitées par près de 700 personnes par jour, avec un maximum de 1200 personnes pendant les week-ends[41] , ce qui menace la survie des tortues pendant leur période de nidification[42]. En outre, l'état environnemental de la baie de Monastir est menacé par un système d'assainissement des eaux inadéquat et un niveau élevé d'artificialisation du littoral[43]. Depuis que la baie a été reconnue comme espace naturel sensible par l'État (1995), les tortues marines Caouanne et les herbiers de posidonies ont commencé à faire l'objet d'un suivi par le biais de camps scientifiques saisonniers organisés en partenariat avec l'Institut National des Sciences et Technologies de

40 Jribi & Bradai (2021).
41 UICN (2020).
42 Jribi & Bradai (2014).
43 Sallemi, 2017, & CAR/PAP & APAL (2021).



la Mer (INSTM), l'Agence de protection et d'aménagement du littoral (APAL), le Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées (CAR/ASP) et l'association Notre Grand Bleu (NGB). Actuellement, les AMP en Tunisie sont réglementées par la Loi 2009/49, mais les îles Kuriat sont toujours en cours de désignation officielle[44] . La gestion de la conservation des îles Kuriat a été mise en œuvre ces dernières années par le biais d'une initiative de co-gestion de la zone maritime protégée en partenariat avec le gouvernement tunisien, le CAR/ASP et des ONG soutenues par des donateurs internationaux et des bénévoles. Bien que l'AMP n'ait pas encore été officiellement déclarée (à un stade très avancé), la future aire marine protégée des îles bénéficiera d'un système de cogestion officiel entre l'APAL et le NGB. L'aire marine protégée des îles Kuriat, premier exemple de co-gestion en Tunisie, a été créée en 2017 avec le soutien du MedFund. Grâce au succès de ce modèle dans les îles Kuriat, toutes les AMP tunisiennes sont actuellement co-gérées par l'administration (APAL) et une ONG locale[45] .

Actions mises en œuvre - Création d'une AMP grâce à une approche de cogestion

La cogestion est mise en œuvre en établissant des patrouilles environnementales avec des ONG locales pour aider le gouvernement à surveiller les tortues de mer Caouanne, les herbiers de *Posidonia oceanica*, les oiseaux marins et les populations de poissons, tout en sensibilisant les touristes et les pêcheurs artisanaux. Au-delà de la pratique du suivi, il existe différents niveaux d'implication, tels que la coopération du CAR/ASP et des donateurs soutenant la conservation. L'Institut National des Sciences et Technologies de la Mer (INSTM) est également un partenaire.
Le suivi des actions de conservation et des pressions exercées par le biais de la cogestion est essentiel dans les pays dont les capacités financières en matière de conservation sont moindres. Le plan de gestion proposé réglemente la gestion de :

- Une zone centrale de protection (4 143 ha) dédiée à la conservation, où les activités sont limitées et organisées pour protéger les herbiers de *Posidonia oceanica* et les fonds de maërl ainsi que leur environnement immédiat. Une zone intermédiaire, une zone tampon (15 531 ha) où des activités non nuisibles à l'environnement peuvent être exercées (y compris la pêche artisanale).
- Une zone de transition (64 389 ha) où les activités humaines sont limitées à des pratiques respectueuses de l'environnement[46] .

D'autres actions ont été entreprises en vue de réglementer davantage les utilisations récréatives selon une approche écosystémique : une étude de faisabilité pour l'installation d'un système d'amarrage (l'immersion temporaire de six bouées d'amarrages écologiques avec des récifs artificiels) et un champ de bouées

44 Jribi & Bradai (2014 ; 2021).
45 Une appréciation faite par un représentant du CAR/ASP.
46 CAR/ASP — PNUE/PAM (2015).



dancrage à faible impact afin de réduire les incidences sur les prairies marines. Un parcours de visite a également été mis en place pour éloigner les visiteurs des plages de nidification des tortues de mer, et des efforts ont été déployés pour informer les visiteurs sur le patrimoine environnemental.

Aspects liés à la GIZC/PEM

Cette initiative contribue à la désignation et à la gestion des AMP, en facilitant l'intégration des éléments fondamentaux du protocole GIZC, tels que la **cogestion et l'approche écosystémique, afin de prévenir et d'atténuer les pressions exercées sur les écosystèmes et les espèces menacées**, telles que la tortue marine Caouanne et les herbiers de *Posidonia Oceanica*. Ce processus a également été renforcé grâce à l'élaboration d'un plan de gestion pour l'AMP des îles Kuriat[47] , mis en place dans le cadre du Projet MedMPAnet mené par l'UNED-AMP, le CAR/ASP et les organisations locales pour renforcer l'approche de gouvernance participative[48] .

Facteurs de succès et obstacles - Transférabilité

L'un des principaux enseignements tirés des îles Kuriat est l'intérêt de la coopération internationale et de l'approche de la cogestion pour surmonter les barrières financières et la non-réglementation des aire marine à protéger, tout en incitant les parties prenantes locales à faire confiance à la conservation et à organiser les activités côtières et maritimes selon une approche fondée sur les écosystèmes. Les actions de conservation ont permis d'améliorer les conditions de reproduction des tortues de mer tout en construisant des infrastructures basiques pour les loisirs côtiers et maritimes dans des zones moins sensibles. Enfin, dans le contexte des conflits socio-environnementaux signalés pour la baie de Monastir, la mise en œuvre du plan tunisien de GIZC pourrait offrir des réponses pour travailler avec des approches plus participatives. L'expérience de la cogestion au cours du processus de création de l'AMP des îles Kuriat est un excellent exemple de construction de la confiance et de responsabilité partagée. Un rapport sur la Législation tunisienne sur les AMP commandé par le CAR/ASP (2014) conclut que la consolidation d'un système de gestion informel sur le terrain pourrait être envisagée pour accélérer le processus législatif, seul garant du fonctionnement futur des aires protégées. Toutefois, elle reste fragile en raison des incertitudes politiques.

47 Le plan de gestion final publié en 2022 est accessible sur demande auprès du CAR/ASP.
48 Projet MedMPAnet, mis en œuvre par le CAR/ASP, avec l'APAL et l'ONG Notre Grand Bleu.



4.2 Évaluation et suivi des impacts et des menaces du tourisme

N° 4 Modèle de la plage verte

Principaux thèmes abordés	Caractéristiques spécifiques
Type de pratique : Évaluation et suivi des impacts et des menaces du tourisme **Aspects en rapport avec le tourisme :** Loisirs de plage **Type de problème :** Pressions anthropogéniques sur un écosystème gravement touché par le changement climatiqueICZM/ **Éléments clés de la GIZC/PEM :** Approche intégrée ; dispositions en matière de suivi et de surveillance	**Géographie :** Inter-pays, Nord de la Méditerranée **Échelles :** Sous-municipalités **État de développement :** Mise en œuvre en cours **Année d'approbation** : 2020 **Responsable(s) principal (aux) :** Gouvernements municipaux **Parties prenantes impliquées :** Gouvernements municipaux et supra-municipaux, exploitants de plages

Contextes politiques et géographiques

Le Modèle de plage verte (GBM) est un outil de gestion qui aide les collectivités locales et les autres exploitants privés de plages à intégrer les dimensions environnementales, sociales et économiques dans la surveillance et la gestion des plages. Le GBM est un outil d'auto-évaluation développé dans le cadre du Projet Interreg MED MITOMED plus[49] conçu pour aider les exploitants de plages privés et locaux ainsi que les autorités locales à gérer les plages récréatives de manière plus durable. Le modèle a été testé sur 12 plages pilotes à Chypre, en Croatie (Istrie), en Italie (Toscane) et en Espagne (Catalogne) en 2017 et 2018. Le GBM s'appuie sur d'autres labels de qualité, tels que Le pavillon bleu, ISO13009:201, Plages vertes de Chypre, Quality Coast Award et de nombreuses autres lignes directrices relatives à la qualité de l'environnement, qui s'inscrivent dans des approches reconnues de la gestion écologique des plages. Les plages constituent l'une des principales attractions touristiques et l'un des principaux motifs d'arrivée des touristes dans les destinations méditerranéennes[50] , ce qui entraîne diverses pressions anthropogéniques dans un écosystème déjà fortement affecté par le changement climatique[51] . Par exemple, le Projet Interreg MED BLUEISLANDS[52] a rapporté trois fois plus de déchets pendant la période des vacances et jusqu'à sept

49 https://keep.eu/projects/21335/Models-of-Integrated-Touris-EN/
50 Brščić & Balamou (2022).
51 Duarte et al. (2013).
52 https://keep.eu/projects/21343/Seasonal-variation-of-waste-EN/



fois plus sur certaines plages très fréquentées[53] . La mise en œuvre de la directive sur les eaux de baignade et l'amélioration de la surveillance, de la propreté et de la sécurité des plages ont permis de maintenir une qualité d'eau acceptable sur les plages européennes, Chypre étant le pays le mieux classé[54] . Compte tenu de cette avancée, le projet MITOMED+ développe cet outil pour aider à «*améliorer la planification durable et la bonne gestion du développement du tourisme côtier*[55]» .

Actions mises en œuvre - Connaissances à l'appui d'une gestion intégrée des plages

L'aspect essentiel de cette pratique réside dans le suivi de la gestion des espaces de plage, permettant aux municipalités et aux gouvernements supra-municipaux de collecter des données, d'ajuster et de mettre en œuvre des plans d'action sur la base des informations recueillies.. À Chypre, trois plages pilotes participantes (Zygi, Ormidia et Alaminos) ont élaboré de nouveaux plans d'action pour les plages ou amélioré ceux qui existaient déjà. Sur la base de cette expérience, la plage de Zygi a obtenu le pavillon bleu. Par conséquent, les cas pilotes soutiennent la gestion intégrée en :

- Garantissant le respect des indicateurs avec une approche de gestion socio-environnementale intégrée, contribuant à la conservation et à la restauration des espaces de plage, à l'inclusion sociale, à l'accès à l'information environnementale, à la santé publique et à la prévention/atténuation d'autres impacts environnementaux.
- Améliorant la coordination entre les services municipaux et la gouvernance à plusieurs niveaux, impliquant différents niveaux de gouvernement responsables de diverses compétences.

Aspects liés à la GIZC/PEM

Au cours des essais sur les plages pilotes, les municipalités se sont attachées à évaluer la gestion des plages, à définir ou à améliorer les plans de gestion des plages et à mettre en œuvre les normes et réglementations environnementales existantes. Le projet a financé l'installation de divers équipements et installations ou l'introduction de plantes endémiques. Le GBM est aligné sur le protocole GIZC en intégrant diverses dimensions de la **durabilité et en établissant un outil de gestion** nécessitant une coordination efficace entre divers départements et niveaux administratifs. 28 indicateurs évaluent la durabilité de la gestion des plages répartis en huit (8) catégories (qualité des eaux de baignade, qualité des zones

53 Adolina et al. (2021).
54 AEE (2023).
55 Balamou (2019)



de plage, sécurité, information et éducation, durabilité, installations vertes et éco-aménagement, accessibilité et gestion) offrant trois niveaux de qualité. La plage doit répondre à au moins 65 % des critères de notation pour obtenir le label « plage verte ». Les indicateurs mesurent les installations/services et les qualités mises en place, la qualité de l'eau, l'existence et l'extension des plantes endémiques et indigènes des plages, et les déchets marins.

Facteurs de succès et obstacles - Transférabilité

Le GBM soutient la mise en place d'une gestion intégrée des plages, ce qui implique d'améliorer la coordination transversale et multiniveau, d'aider les gouvernements à accéder à des programmes de qualité, tels que l'initiative Pavillon Bleu ou la norme ISO 13009:2015. Son engagement à long terme implique un investissement continu dans les installations, les équipements et la conservation. Certains critères doivent être adaptés aux conditions spécifiques des plages plus isolées ou des zones protégées. Cet outil peut soutenir efficacement la GIZC pour les plages si les gouvernements régionaux ou nationaux l'intègrent et l'adaptent à la diversité des plages en prenant en compte l'usage récréatif, l'urbanisation, les caractéristiques biophysiques et l'exposition à l'élévation du niveau de la mer et à l'érosion. Pour contribuer davantage à la mise en place d'une gestion des plages basée sur les écosystèmes, les gouvernements devraient prendre en compte d'autres aspects non pris en compte dans le GBM, tels que le suivi des impacts sur l'environnement et les écosystèmes et les avantages de la restauration de l'habitat des plages.

N° 5 Boîte à outils pour le tourisme durable Co-Evolve

Principaux thèmes abordés	Caractéristiques spécifiques
Type de pratique : Boîte à outils pour l'évaluation et le suivi **Aspects en rapport avec le tourisme :** Mesure et suivi de la durabilité des destinations touristiques en Méditerranée **Type de problème :** Manque de données précises réduisant les lacunes dans les connaissances et les menaces **Éléments clés de la GIZC/PEM :** Dispositions en matière de contrôle et de surveillance	**Géographie :** Méditerranée **Échelles :** Locale et infra-locale **État de développement :** Test **Année d'approbation :** 2022 **Responsable(s) principal (aux) :** Université de Thessalie **Partie prenante impliquée:** Fournisseurs de données institutionnels.



Contextes politiques et géographiques

Le Projet Interreg MED Co-Evolve a développé la boîte à outils d'indicateurs du tourisme durable (STI) pour surveiller le tourisme et analyser les menaces et les facteurs favorisant un tourisme durable dans les destinations locales de la région euro-méditerranéenne. Les indicateurs visent à améliorer le diagnostic et la prise de décision au cours des processus de planification basés sur les principes de gouvernance de la GIZC/PEM. Il fournit un système d'indicateurs à adapter aux destinations, comprenant des mesures quantitatives, qualitatives et de substitution pour mener une analyse de durabilité en fonction de la disponibilité des données. 11 destinations pilotes ont rejoint le projet en Croatie, en France, en Grèce, en Italie et en Espagne. La boîte à outils STI a été transférée et testée dans le cadre de l'initiative CO-EVOLVE4BG, un projet développé dans le cadre du projet-cadre MedCoast4BG. Ce deuxième projet a reproduit des actions dans sept zones pilotes en Tunisie, en Italie, en Grèce et en Espagne. Ces indicateurs peuvent être adaptés à différentes échelles de planification et utilisés de manière combinée en fonction des défis spécifiques au site, dérivés de l'étude des menaces et des facteurs favorables, ainsi que du ou des types d'activités touristiques développées dans chaque destination. Enfin, la boîte à outils STI est construite en cohérence avec le Système européen d'indicateurs du tourisme durable (ETIS). Il s'appuie également sur les recommandations relatives aux indicateurs et à la compétitivité du tourisme formulés dans les travaux antérieurs de l'Organisation mondiale du tourisme des Nations unies et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le STI de Co-Evolve renforce le système ETIS en intégrant des indicateurs sous-locaux pour analyser les impacts du changement climatique, favorisant ainsi une perspective de planification intégrée.

Actions mises en œuvre - Données à l'appui de la planification intégrée et du développement durable

La boîte à outils STI de Co-Evolve est bien adaptée à la compréhension du tourisme en tant que phénomène spatio-temporel et au soutien de la vision intégrée nécessaire pour compléter une stratégie de durabilité. La boîte à outils STI permet aux responsables de l'aménagement du littoral de collecter les paramètres essentiels pour mesurer et contrôler la durabilité du tourisme de manière systématique, en fonction de la disponibilité des données. Certaines caractéristiques sont considérées comme favorisant la perspective de planification intégrée :

- L'évaluation multi-échelle fournit des mesures essentielles pour intégrer les dimensions spatiales, sociales et environnementales qui informent l'évaluation des risques côtiers des activités touristiques et récréatives à l'échelle locale et sous-locale.



- Évaluer et surveiller les impacts du climat sur les dimensions biophysiques des ressources naturelles touristiques telles que le littoral (par exemple, la régression et l'érosion des plages) et renforcer les dimensions de consommation des ressources.
- Indicateurs de performance sur les aspects de gouvernance axés sur les politiques publiques et d'entreprise (par exemple, l'engagement des parties prenantes, les politiques environnementales et leur mise en œuvre, etc.)

Aspects liés à la GIZC/PEM

L'un des principes clés du protocole GIZC est la mise en place de mécanismes de suivi et de surveillance. La boîte à outils STI fournit des indicateurs pour mesurer la durabilité des pratiques touristiques dans les zones côtières, permettant un suivi régulier et une évaluation continue, cruciale pour affiner les stratégies. La boîte à outils STI est organisée en trois niveaux d'indicateurs (119) qui évaluent et contrôlent différentes dimensions de la durabilité, des menaces, des facteurs favorables et de la gouvernance. La troisième série de 55 indicateurs se concentre spécifiquement sur les zones pilotes et répond mieux aux échelles sous-locales et aux changements temporels induits par les risques et les conflits climatiques dans les zones côtières et maritimes, en fournissant des données pour les instruments d'aménagement et de planification spatiale et environnementale.

- Menaces : changement climatique et stabilité géomorphologique, littoralisation et urbanisation, flux touristiques et capacité de charge, pollution et autres pressions anthropiques affectant les écosystèmes, conflits et interaction terre-mer.
- Facteurs favorables : Mesures de protection des côtes ; protection des écosystèmes ; cycle de l'eau et épuration ; transport et accessibilité.
- Gouvernance : actions environnementales, sociales, culturelles et économiques planifiées et mises en œuvre ; implication des parties prenantes dans la planification ; implication des entreprises touristiques dans les politiques publiques ; politiques et formations environnementales des entreprises.

Facteurs de succès et obstacles - Transférabilité

La boîte à outils STI est complétée par le guide de l'utilisateur et un fichier Excel adapté pour effectuer une analyse, qui pourrait être transféré dans un logiciel d'analyse de données plus avancé. Son application favorise également les comparaisons avec les destinations locales et facilite les processus de planification côtière et maritime aux niveaux régional et national. La collecte de données nécessitera une coordination interservices importante. La transférabilité des



indicateurs de Co-Evolve dépend fortement de la qualité et de la disponibilité des données, tout en mettant en évidence des lacunes éventuelles. L'un des principaux problèmes identifiés par Co-Evolve est la qualité des données en ce qui concerne la résolution spatiale et les sources de données. La mise en œuvre de la liste complète des indicateurs était impossible dans tous les cas pilotes de Co-Evolve et de CO-EVOLVE4BG. Une approche de planification à plusieurs niveaux sera favorisée si des formes cohérentes d'indicateurs fondés sur la connaissance sont mesurées de manière homogène. Dans le cas contraire, le risque est d'augmenter les coûts de collecte de nouvelles données et de nuire à l'évaluation de l'efficacité des politiques, créant des obstacles à l'engagement des parties prenantes lorsque l'information environnementale n'est pas bien communiquée.

N° 6 Système d'aide à la décision basé sur les écosystèmes pour la GIZC

Principaux thèmes abordés	Caractéristiques spécifiques
Type de pratique : Orientations pour la prise de décision **Aspects en rapport avec le tourisme :** Infrastructures et activités touristiques côtières et maritimes **Type de problème :** Mise en œuvre complexe des principes du protocole GIZC afin de hiérarchiser les actions de planification et de gestion intégrées **Éléments clés de la GIZC/PEM :** Approche intégrée, planification stratégique, participation des parties prenantes	**Géographie :** Italie, Jordanie, Liban et Tunisie **Échelles :** Région **État de développement :** Test **Année d'approbation :** 2023 **Responsable(s) principal (aux) :** Programme des Nations unies pour le développement, bureau national de Jordanie **Partie prenante impliquée :** Scientifiques, gouvernements, ONG

Contextes politiques et géographiques

Le système d'aide à la décision GIZC (DSS) a été développé et testé dans le cadre du projet Forum méditerranéen pour la gestion appliquée basée sur les écosystèmes (MED4EBM, 2019-2023). Le DSS a aidé les acteurs de la GIZC dans quatre zones côtières d'Italie, de Jordanie, du Liban et de Tunisie à développer et à appliquer conjointement une méthodologie standard pour rendre la GIZC basée sur les écosystèmes plus accessible à la conception et à la mise en œuvre. Le DSS soutient une mise en œuvre plus efficace de la GIZC basée sur les écosystèmes (GIZC-BE) par le biais d'une approche participative et fondée sur des preuves. L'outil



est basé sur le logiciel PROGES-ISP. Cette application collaborative de Microsoft Windows peut être adaptée à plusieurs objectifs de planification et de gestion, tels que l'aménagement de l'espace touristique. Le tourisme et d'autres activités (agriculture, pêche et industries) ont été pris en compte dans trois des zones pilotes. La mise en œuvre des principes du protocole GIZC reste problématique et complexe, comme le reconnaît le projet FP7-PEGASUS[56] . L'intégration de l'évaluation de l'écosystème dans les processus de planification de la GIZC est essentielle pour hiérarchiser efficacement les mesures de planification et de gestion visant à atténuer et à prévenir la dégradation de l'écosystème et à soutenir les stratégies d'adaptation au climat. La mise en œuvre de cet outil d'évaluation participatif devrait donc contribuer à résoudre ce problème.

Actions mises en œuvre - Soutenir la planification intégrée et l'approche fondée sur les écosystèmes

Il offre aux responsables de l'aménagement du littoral les outils, les aptitudes et les compétences nécessaires à l'intégration pratique de l'évaluation des écosystèmes dans la prise de décision au cours du processus de planification de la GIZC. Cet outil DSS permet d'initier les planificateurs et les décideurs côtiers à la planification intégrée en leur permettant d'appliquer :

- Des dimensions contextuelles, spatio-temporelles et multisectorielles de l'analyse fondée sur les écosystèmes.
- Une approche fondée sur des données spatiales, économiques et environnementales pour faciliter l'évaluation quantitative et qualitative.
- Différentes disciplines et différents niveaux de gouvernance dans un processus participatif de prise de décision.

Co-apprentissage et participation : L'analyse du contexte de l'écosystème offre un espace de dialogue entre les parties prenantes afin de parvenir à une compréhension commune du contexte pertinent de la GIZC basée sur les écosystèmes (GIZC-BE) et de structurer une représentation pratique des systèmes biologiques, environnementaux et socio-économiques qui déterminent le domaine spatial du plan GIZC.

Gestion des données : Le logiciel PROGRES-ISP est un outil collaboratif et efficace pour afficher, synthétiser et évaluer l'état et les tendances des dynamiques environnementales, sociales ou économiques et pour développer des cartographies basées sur un système d'information géographique (SIG).

Relations de cause à effet entre les écosystèmes : L'analyse des causes et des

56 Soriani et al. (2015)



effets du système propose une procédure d'analyse des relations de cause à effet significatives entre les différentes composantes du système GIZC-BE. Cela favorise une compréhension commune des risques écologiques et des pressions socio-économiques et permet d'identifier les mesures de gestion. Le logiciel facilite ce processus.

Aspects liés à la GIZC/PEM

Cette contribution à l'outil de planification facilite l' **approche écosystémique avec l'engagement des parties prenantes dans le cadre d'un processus itératif de co-analyse et de prise de décision participatives**. Le DSS combine un protocole opérationnel pour l'exécution d'évaluations environnementales multidisciplinaires basées sur les écosystèmes avec une application logicielle liée à des bases de données spatiales et tabulaires pour traiter les données écologiques pertinentes et faciliter l'élaboration de rapports basés sur des données. Le protocole opérationnel est un processus de co-évaluation et de prise de décision en deux étapes, basé sur l'analyse du contexte de l'écosystème et l'analyse des causes et des effets du système, avec l'aide du logiciel PROGES-ISP.

La mise en œuvre du protocole méthodologique PROGES-ISP pour créer la GIZC-DSS consiste en cinq phases principales qui correspondent à un processus de planification :

1. Activités initiales: Formation basique des partenaires, cadrage thématique et analyse des parties prenantes.
2. Analyse du contexte écosystémique : Identification des connexions au sein et entre les systèmes écologiques et humains qui couvrent le champ d'application.
3. Développement d' index et d'indicateurs pour collecter des données et construire des bases de données tabulaires et SIG.
4. Analyse des causes et des effets du système : Évaluation des risques écologiques et des pressions socio-économiques et identification des mesures de gestion.
5. Intégration des mesures du GIZC-BE dans les plans de développement locaux.

Facteurs de succès et obstacles - Transférabilité

Les exigences technologiques et financières de PROGRES-ISP DSS incluent une connexion internet stable, la formation des planificateurs côtiers aux outils méthodologiques et logiciels, et le coût des ateliers avec les parties prenantes. Bien que la transférabilité de cet outil soit techniquement plausible, elle dépend de la disponibilité de bonnes données environnementales et spatiales pour exploiter tout son potentiel, ce qui est considéré comme un obstacle critique dans la GIZC[57] .

57 Soriani et al. (2015)



Les partenaires MED4EBM estiment que la méthode d'analyse du contexte écosystémique réduit cet investissement au minimum nécessaire pour une application réussie. Cela est possible grâce à l'évaluation des besoins en données et à l'analyse des lacunes réalisées avec l'ensemble spécifique d'indicateurs objectifs. De son côté, l'analyse cause-effet du système ne repose pas sur une évaluation quantitative, mais sur des indices et des indicateurs créés précédemment au cours du processus. Cependant, l'évaluation peut également aider à identifier les lacunes importantes en matière de données que le protocole GIZC pourrait prévoir de combler. Parallèlement, le projet a également créé un *forum méditerranéen permanent pour la gestion appliquée basée sur les écosystèmes* afin de généraliser l'application du GIZC-BE.



4.3 Planification urbaine intégrée des usages et des espaces touristiques

N° 7 Plan spécial d'hébergement touristique de Barcelone

Principaux thèmes abordés	Caractéristiques spécifiques
Type de pratique : Planification urbaine intégrée des usages et des espaces touristiques **Aspects en rapport avec le tourisme :** Hospitalité, hébergement touristique **Type de problème :** La pression touristique provoque une gentrification et l'exclusion du logement **Éléments clés de la GIZC/PEM :** Formulation de plans d'occupation des sols couvrant le développement urbain et les activités socio-économiques dans le cadre d'une approche intégrée	**Géographie :** Barcelone, Bassin Nord Ouest **Échelles :** Local (municipalité) **État de développement :** Mise en œuvre en cours **Année d'approbation :** 2017 et mise à jour en 2022. **Responsable(s) principal (aux) :** Conseil municipal de Barcelone **Parties prenantes impliquées :** Citoyens et autres associations privées

Contextes politiques et géographiques

Le Plan spécial d'hébergement touristique (PEUAT) est un instrument d'aménagement du territoire urbain publié par la mairie de Barcelone en 2017 et récemment mis à jour en 2022. Il s'agit du principal instrument urbain développé dans le cadre du Plan stratégique de tourisme 2020 de Barcelone. Le PEUAT réglemente les établissements d'hébergement touristique, les auberges de jeunesse, les appartements touristiques et les maisons partagées, ainsi que les séjours temporaires dans les résidences étudiantes de courte durée. C'est la première fois que la ville de Barcelone introduit une réglementation urbaine pour contrôler l'offre de logements touristiques afin de contrecarrer la tendance à la "touristification" de la ville et les problèmes d'accessibilité des logements. En 2016, la pression touristique excessive a été signalée - pour la première fois - comme le problème le plus critique auquel sont confrontés les citoyens de Barcelone dans le cadre de l'enquête municipale annuelle (*Baròmetre Municipal*)[58] . Un an avant d'approuver le PEUAT, le conseil municipal a instauré un moratoire d'un an interdisant la concession de licences touristiques dans toute la ville pour de nouveaux établissements d'hébergement de tout type. Parallèlement, le PEUAT a lancé le processus de planification.

58 Russo et al. (2021).



Action mise en œuvre - Occupation des sols dans le cadre de la planification intégrée du tourisme urbain

La planification intégrée dans les destinations côtières favorise l'insertion des utilisations touristiques en tant que politique urbaine au-delà de l'orientation purement marketing. Le défi de gérer et d'équilibrer les conflits d'occupation des sols et de s'attaquer à la dynamique du tourisme de masse sont des processus critiques. Dans cette optique, le plan stratégique de Barcelone pour le tourisme à l'horizon 2020 conçoit la gouvernance du tourisme comme une question politique urbaine partagée, ouverte et transversale. Ce plan intègre d'autres plans relatifs à divers problèmes urbains, tels que la stratégie de mobilité touristique et le PEUAT. Au-delà des limites administratives de la ville, les échelles de planification sont une caractéristique essentielle de la planification intégrée, et l'un des facteurs contraignants les plus critiques du PEUAT est l'absence de planification à plusieurs niveaux de l'occupation des sols sur les appartements touristiques dans le cadre du plan métropolitain spatial[59].

Aspects liés à la GIZC/PEM

L'aménagement du territoire est un instrument important que le protocole GIZC recommande, en particulier, pour la collecte de données sur l'hébergement touristique à l'échelle du recensement et la définition de systèmes de zonage. Le PEUAT établit quatre zones spécifiques avec des règlements articulant divers scénarios de planification de l'hébergement touristique. Chacune est caractérisée par la répartition de l'hébergement touristique sur son territoire, le rapport entre les places touristiques disponibles et la population résidente actuelle, l'étendue et les conditions dans lesquelles des usages spécifiques sont fournis, l'impact de ces activités sur les espaces publics, la présence d'attractions touristiques et les caractéristiques géo-morphologiques de la zone. Les restrictions concernant les appartements touristiques, les chambres partagées et les logements pour étudiants sont plus limitées, en particulier les premiers, qui sont interdits depuis 2015 par le moratoire et le PEUAT. Les quatre zones sont affichées ci-dessous :

- **Zone de croissance négative** : Aucun nouveau type d'hébergement n'est autorisé ni aucune augmentation du nombre de places dans les établissements existants. L'ouverture d'un autre établissement ne sera pas autorisée si l'un d'entre eux cesse son activité.
- **Zone de croissance zéro** : Le nombre actuel de places et d'établissements sera maintenu et aucune extension des établissements existants ne sera autorisée.
- **Zone de croissance contrôlée** : En fonction de la capacité morphologique

59 Arias, 2022



de la zone et du niveau d'hébergement touristique existant, de nouveaux hébergements peuvent être ouverts et les hébergements existants peuvent être agrandis.

- **Quatre grands domaines de développement** : Zones présentant des caractéristiques diverses en termes de localisation urbaine et de densité de construction.

L'orientation actuelle de cet instrument est une politique de croissance zéro. Entre-temps, la mise en œuvre de l'initiative PEAUT concernant les plateformes de réservation en ligne et les appartements touristiques sans licence nécessite des ressources soutenues pour assurer un déploiement complet. La ville a mis en place un nouveau groupe de travail chargé de surveiller l'hébergement illégal et la location de chambres par l'intermédiaire de plateformes en ligne et de déployer des inspections.

Facteurs de succès et obstacles - Transférabilité

Le protocole GIZC fournit un cadre réglementaire pour l'application du PEAUT en intégrant la planification de l'occupation des sols touristiques afin de contrôler l'urbanisation induite par le tourisme tout en prévenant et en atténuant les changements environnementaux. Au stade de la planification, un moratoire sur l'hébergement touristique a été utile à Barcelone. Parallèlement, cet instrument juridique pourrait être appliqué en tant que mesure permanente dans les villes où le tourisme est très développé et où les problèmes d'accès au logement sont fréquents. Les données au niveau du recensement doivent également être améliorées, et diverses études concernant la dynamique de l'exclusion du logement ou le respect de la réglementation doivent être développées. Lors de la mise en œuvre, les gouvernements doivent déployer des ressources suffisantes et permanentes de contrôle et d'inspection sur l'accueil via des plateformes, ainsi que le déploiement de données ouvertes pour garantir que les citoyens et les autres parties prenantes sont informés de l'impact de la réglementation. Une approche d'aménagement du territoire à plusieurs échelles est souhaitable pour maximiser ses bénéfices, limiter les effets de rebond dans la région métropolitaine, et intégrer une perspective urbaniste dans la gestion de l'hébergement touristique. Elle devrait également s'appuyer sur une politique urbaine cohérente, alignée aux niveaux régional et national, afin de prévenir et d'atténuer les dynamiques d'exclusion sociale tout en prenant en compte les impacts environnementaux dans les évolutions de l'aménagement territorial.



N° 8 Plan de Gestion des Zones Côtières de Kaštela

Principaux thèmes abordés	Caractéristiques spécifiques
Type de pratique : Évaluation et suivi des impacts et des menaces du tourisme **Aspects en rapport avec le tourisme :** Hôtellerie (hébergement touristique), visites de sites patrimoniaux, mobilité touristique **Type de problème :** Impact du changement climatique, conflits liés à l'occupation des sols, développement du tourisme **Éléments clés de la GIZC/PEM :** Approche intégrée, implication des parties prenantes, participation du public ; adaptation au changement climatique	**Géographie :** Croatie **Échelles :** Local (municipalité) **État de développement :** Mise en œuvre en cours **Année d'approbation :** 2018 **Responsable(s) principal (aux) :** RERA S.D./Conseil municipal de la ville de Kastela **Parties prenantes impliquées :** Société civile, acteurs du tourisme, institutions publiques, centres de recherche

Contextes politiques et géographiques

La ville côtière de Kaštela, située au nord-ouest de Split, a adopté son plan de gestion de la zone côtière, financé par le Projet Interreg MED Co-Evolve. Le plan a été coordonné par l'institution publique RERA S.D. avec l'Université de Split comme maître d'oeuvre et le soutien de la ville de Kaštela et de l'Office du tourisme de Kaštela. Le Plan côtier de Kâstela vise à mettre en œuvre un modèle systématique, durable et réfléchi de gestion du littoral. Avec une côte longue de 23 km, largement urbanisée, la zone subit une pression croissante due à un développement touristique intensif et à une urbanisation mal planifiée.. Ces dynamiques exercent des pressions significatives sur les ressources naturelles et les sites du patrimoine culturel dans l'étroite bande côtière. La région de Kaštela est extrêmement vulnérable aux effets du changement climatique. Ses caractéristiques géomorphologiques, l'urbanisation mal planifiée, un drainage des eaux de surface inefficace et des systèmes de protection côtière exposent les habitants à l'érosion côtière et à l'élévation du niveau de la mer. Face à ces menaces, le diagnostic du plan anticipe divers scénarios de risques affectant les ressources touristiques essentielles. Ce plan est également coordonné avec le plan d'adaptation au changement climatique[60] pour la gestion de la rivière Jadro.

60 Financé par le projet Interreg ChangeWeCare.



Actions mises en œuvre - Améliorer les processus de planification du tourisme dans le cadre de la GIZC

- **Diagnostic de planification** : Le plan côtier s'appuie sur des documents stratégiques et de planification, des informations scientifiques et des connaissances d'experts, tout en intégrant des scénarios de changement climatique. Le plan combine la boîte à outils des indicateurs Co-Evolve (voir cas n° 5 de ce guide) pour évaluer les menaces et les facteurs favorables au tourisme durable, parallèlement à une analyse de vulnérabilité à grande échelle au niveau des ménages. Le diagnostic comprend également un catalogue des infrastructures côtières affectées par les risques climatiques. Ce diagnostic est essentiel pour intégrer diverses dispositions de planification pour l'adaptation au climat et la gestion intégrée du tourisme.
- **Participation des parties prenantes** : La participation des parties prenantes un pilier essentiel de la préparation du plan, incluant une analyse des acteurs, cinq ateliers participatifs, et un résumé du plan côtier publié au cours du processus, ainsi qu'un guide pratique du citoyen contenant des mesures d'adaptation qu'ils peuvent appliquer eux-mêmes. Environ 150 participants se joignent au processus.
- **Plan d'action pour un tourisme durable :** Un objectif de planification spécifique aborde le tourisme, « Objectif 3 - Développement d'un tourisme durable adapté aux spécificités des villes historiques côtières ». Il comprend un plan d'action pour le tourisme intégrant des mesures d'adaptation au climat, telles que des dispositions en matière d'aménagement du territoire et des solutions fondées sur la nature pour la protection des côtes, l'amélioration de la coopération entre les parties prenantes et l'encouragement de la responsabilité des acteurs du tourisme, parmi d'autres mesures visant à améliorer le marketing et l'accessibilité des attractions culturelles et naturelles.

Aspects liés à la GIZC/PEM

Le plan côtier de Kaštela s'étend jusqu'en 2030, tandis que les scénarios de changement climatique élaborés couvrent la période allant jusqu'en 2100. Le projet Co-Evolve a été conçu pour promouvoir la planification du tourisme dans le cadre du protocole GIZC et de la directive PEM. Ce plan fait partie des cas pilotes qui suivent une approche de planification intégrée et présentent une stratégie touristique. Il s'agit de :

- La détermination des limites du domaine maritime pour renforcer la résilience des côtes et des infrastructures face au changement climatique en combinant des solutions durables et respectueuses de l'environnement aux solutions existantes.



- Améliorer l'utilisation de transports plus durables afin de réduire les embouteillages.
- Introduire des dispositions spatiales dans la zone côtière visant à protéger le patrimoine architectural, d'améliorer la qualité de l'environnement bâti et de la consommation foncière dans les zones côtières les plus sensibles.

Facteurs de succès et obstacles - Transférabilité

Ce cas est tout à fait transposable à d'autres endroits pour améliorer la planification du tourisme au niveau municipal en suivant une approche intégrée. Le coût de la planification de Kaštela s'est élevé à environ 100 000 euros, auxquels s'est ajoutée l'assistance technique des autorités locales. La planification du tourisme est favorisée si les niveaux régionaux ou étatiques ont déjà élaboré une réglementation et un plan de GIZC pour désigner les dispositions en matière de planification et de gouvernance au niveau municipal. En l'absence de ce cadre supra-municipal, il est recommandé de revoir et d'adapter, si nécessaire, les réglementations municipales en matière d'aménagement du territoire et d'intégrer les directives affectant le développement spatial du tourisme. La mise en œuvre des plans municipaux de GIZC favorisera l'intégration des processus de planification de l'espace maritime dans la définition et la gestion des interactions terre-mer. Toutefois, un mécanisme de coordination doit être mis en place avec les régions et les autorités nationales afin d'éviter des frontières floues ou mal définies, en particulier concernant le domaine maritime sur une grande partie des côtes. Le manque de coordination ou de clarté à ce sujet peut constituer un obstacle majeur.. Pour favoriser la participation des parties prenantes, le processus de planification doit inclure une analyse des parties prenantes, déployer des données ouvertes accessibles et concevoir des mécanismes ouverts et participatifs pour co-analyser les risques, les impacts et les conflits tout en améliorant les processus de délibération démocratiques et en renforçant l'acceptation sociale. Toutefois, les documents de planification de Kaštela ne contiennent pas d'informations sur le processus de délibération au cours de la phase de mise en œuvre. L'inclusion de comités permanents de parties prenantes pourrait améliorer la transparence, l'accès à l'information et la gestion des conflits liés aux changements d'usage des terres dans les zones urbaines.Enfin, en raison des incertitudes liées aux risques climatiques, il est souhaitable de disposer d'un certain niveau de flexibilité au cours de la période de planification afin d'adapter les actions à des événements inattendus plus fréquents que ce que l'on pourrait croire.



N° 9 Loisirs urbains fondés sur la nature à Izmir

Principaux thèmes abordés	Caractéristiques spécifiques
Type de pratique : Évaluation et suivi des impacts et des menaces du tourisme **Activités en rapport avec le tourisme :** Cyclisme et marche, espaces récréatifs **Type de problème :** Îlot de chaleur urbain, inondations **Éléments clés de la GIZC/PEM :** Développement durable, adaptation au changement climatique et suivi ; surveillance	**Échelles :** Localisation **État de développement :** En cours de mise en œuvre **Année d'approbation :** 2019. **Responsable(s) principal (aux) :** Conseil municipal d'Izmir **Parties prenantes impliquées :** Centres de recherche et de technologie, collectivités locales et citoyens

Contextes politiques et géographiques

Ce projet de régénération urbaine intègre des solutions fondées sur la nature (SfN) dans différents espaces urbains de la ville côtière d'Izmir (Turquie). Izmir est la troisième ville la plus peuplée de Turquie. Ce projet pilote s'attaque à l'effet d'îlot de chaleur urbain, aux inondations et aux glissements de terrain, ainsi qu'à la pollution atmosphérique élevée, particulièrement aggravée par les vagues de chaleur et les précipitations irrégulières et extrêmes. En outre, l'aménagement du territoire dans les villes turques manque d'une approche systématique et d'une réglementation solide concernant la connectivité et la multifonctionnalité des espaces ouverts et verts. Les espaces verts d'Izmir dans les quartiers centraux ne couvrent que 1,45 % de la surface. Le programme Horizon 2020 Urban Green Up a financé le projet de co-développement de plans urbains de renaturation axés sur l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, afin d'améliorer le cadre de vie des habitants et des touristes saisonniers. Les SfN sont de plus en plus considérées comme un principe de conception pour une régénération urbaine durable[61] . Le conseil municipal d'Izmir, la PME Demir Energy et l'Institut de technologie d'Izmir ont participé à sa mise en œuvre. Bien que le projet de régénération urbaine ait été mis en œuvre, aucune preuve de son intégration dans une politique urbaine n'a été trouvée. Le Corridor écologique de Peynircioglu a été désigné comme l'un des projets urbains liés au climat finalistes des World Green City Awards 2022 de l'AIPH.

61 Tozer & Xie (2020).



Actions mises en œuvre - Approche écosystémique de la planification côtière

Les caractéristiques du projet intègrent l'approche écosystémique en restaurant la nature dans les rivières et en augmentant le couvert végétal. Ce projet devrait permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'accroître la capacité d'adaptation, de protéger la biodiversité et d'améliorer la santé et le bien-être en atténuant l'effet d'îlot de chaleur. Le nouveau corridor vert soutient les voies vertes et les pistes cyclables d'Izmir, y compris une route patrimoniale de 9,6 km, une nouvelle piste cyclable verte, la renaturation de la piste cyclable existante, et un nouveau corridor de 4000 arbres. Ce corridor relie les promenades côtières et les parcs linéaires de la baie d'Izmir au parc naturel de Sasalı et au delta sud du Gediz.

- Les avantages escomptés pour les écosystèmes comprennent la captation du carbone dans la végétation, l'élimination des polluants par la végétation et l'augmentation de la surface d'ombre.
- Impacts attendus : Mobilité accrue des cyclistes et des piétons; séquestration accrue du carbone et élimination des polluants; atténuation du ruissellement des eaux pluviales; régulation du microclimat par l'ombrage et l'évaporation; habitat et alimentation pour la biodiversité; et services récréatifs.

L'intervention dans le domaine de l'eau consiste à transformer les berges de la rivière Peynircioglu en puits de carbone urbain grâce à un jardin de pluie et à une chaussée verte. Il s'agit notamment d'installer 250 modules de pollinisation naturelle, des clôtures vertes et quatre murs végétaux fruitiers. Une conduite souterraine sur une section de 1 km sera réaménagée pour remplacer les berges imperméables par une nouvelle chaussée verte.

- Avantages pour l'écosystème : réduction du coefficient de ruissellement lors des précipitations (mm/%), amélioration de la rétention d'eau grâce à une capacité accrue d'absorption des surfaces végétalisées et des structures de biorétentio,, augmentation de la surface de drainage, diminution des températures locales moyennes ou maximales de jour et des risques de vagues de chaleur, élimination des polluants par la végétation, augmentation des espèces de pollinisateurs et piégeage du carbone dans la végétation.
- Impacts attendus : Augmentation de la capacité de rétention d'eau, augmentation de la couverture végétale naturelle, de la biodiversité, meilleure gestion des eaux urbaines grâce à une capacité accrue d'infiltration et de rétention, amélioration de l'évapotranspiration, élimination des polluants, usage public des berges et diminution de l'effet d'îlot de chaleur urbain, augmentation de la biodiversité, plus grande rétention et stockage du carbone, régulation du microclimat par l'ombrage et la transpiration, augmentation des liens avec la communauté et sensibilisation accrue du public et renforcement de la conscience écologique en milieu urbain.



Aspects liés à la GIZC/PEM

Le projet comprend 25 interventions dans trois zones intégrant diverses SfN à travers des actions de renaturation, de gestion de l'eau, d'infrastructures vertes et de participation citoyenne.. Pour ce guide, le projet pilote intitulé « sub-demo C » de l'initiative Re-Naturer l'urbanisation par le biais de corridors verts à des fins récréatives est présenté comme un espace récréatif urbain adapté au climat. Une zone formée d'un corridor vert de 10 km de long, allant du lit des rivières des zones côtières aux zones sensibles de protection de la nature. Le corridor vert favorise les déplacements à vélo et à pied et comprend des sections spéciales telles que le bio-boulevard, qui fournira des services écosystémiques essentiels.

Facteurs de succès et obstacles - Transférabilité

L'institutionnalisation des SfN comme élément clé de l'adaptation des zones côtières urbaines est essentielle en raison de leur rapport coût-efficacité et de leurs bénéfices à long terme. Le rapport technique pour le projet sous-démo C estime le coût à 1 157 000 €. Le coût permanent de maintenance des parcours et du cours d'eau doit également être pris en compte.

Pour une mise en œuvre efficace, une gestion transversale entre les départements municipaux (par exemple, mobilité, parcs publics) est nécessaire durant les phases de planification, d'exécution et de gestion. La nature transversale de l'action climatique doit se traduire par une planification et une gestion plus intégrées entre les départements gouvernementaux et les niveaux de gouvernance, en particulier dans les zones urbaines densément peuplées, comme de nombreuses agglomérations côtières méditerranéennes. Cela représente un obstacle majeur à l'intégration des SfN dans une politique d'adaptation urbaine au climat.



4.4 La durabilité dans le développement des produits touristiques

N° 10 Réseau MEET (Mediterranean Ecotourism Experience)

Principaux thèmes abordés	Caractéristiques spécifiques
Type de pratique : Développement de produits de tourisme durable **Aspects en rapport avec le tourisme :** Tourisme axé sur la nature, écotourisme **Éléments clés de la GIZC/PEM :** Coopération transfrontalière, gestion de l'environnement, approche intégrée, participation des parties prenantes, développement durable	**Géographie :** Inter-pays, Méditerranée **Échelles :** Locale (zone protégée) **État de développement :** Mise en œuvre en cours **Année d'approbation :** 2018 **Responsable(s) principal (aux) :** Association MEET Network **Parties prenantes impliquées :** Gestionnaires de zones protégées, acteurs du tourisme, communautés locales, ONGs

Contextes politiques et géographiques

Cette pratique reflète le développement collaboratif d'offres d'écotourisme dans les zones protégées (ZP) de la Méditerranée. L'Expérience méditerranéenne d'écotourisme (MEET) a été conçue dans le cadre du Programme de coopération IEV CTF MED en 2013 et a été développée dans le cadre du programme de coopération Interreg MED DestiMED et DestiMED Plus de 2016 à 2022. En 2018, l'association MEET Network a été fondée par le Centre de coopération pour la Méditerranée de l'UICN, MedPAN et, la Réserve de biosphère du Shouf pour développer et commercialiser des offres d'écotourisme dans les zones protégées de la Méditerranée. MEET a impliqué 44 zones protégées dans 10 pays méditerranéens tout au long de son parcours. Elle compte 11 Partenaires Associés et membres continuant à « inciter les communautés locales à la conservation de la nature en alliant les avantages économiques à des zones protégées saines et bien gérées ». Le réseau MEET s'aligne sur la Charte européenne du tourisme durable dans les espaces protégés et renforce ses principes en intégrant la mesure de l'empreinte écologique et le tourisme communautaire. L'association participe désormais aux activités d'autres organisations internationales, telles que la Travel Foundation et le Global Footprint Network. Elle a également conclu un partenariat commercial avec le voyagiste B-Corp Intrepid Travel afin de proposer des formules d'écotourisme MEET sur le marché international.



Actions mises en œuvre – le Modèle d'écotourisme de MEET pour la gestion intégrée des zones protégées

Le réseau MEET propose des formules d'écotourisme dans les pays européens (Albanie, Croatie, Grèce, France, Italie, Espagne) et dans le sud de la Méditerranée (Liban et Tunisie). Ces circuits, d'une durée de 5 à 7 jours, devraient accroître de manière significative l'impact économique sur les fournisseurs touristiques locaux. Les pratiques environnementales vont de l'offre d'aliments à faible empreinte carbone à la mise en place de moyens de transport durables au sein d'une destination, en passant par l'élimination progressive des plastiques à usage unique ou le réinvestissement des bénéfices dans des efforts de conservation. Les promenades et les randonnées dans les réserves naturelles sont un élément important du catalogue. D'autres pratiques consistent à intégrer les chaînes d'approvisionnement locales par le biais d'hébergements familiaux et de fournisseurs de produits alimentaires locaux, tout en s'engageant auprès d'artisans locaux et de projets de conservation de l'environnement. Le modèle d'écotourisme de MEET renforce la coopération entre les secteurs public et privé, ce qui favorise la planification de produits touristiques côtiers intégrés par le biais des mécanismes et formes de gestion de produits suivants :

- **Collaboration avec les parties prenantes** : Le modèle prévoit la création d'un **groupe local d'écotourisme (LEC)**, un cluster touristique privé-public et composé de parties prenantes multisectorielles. Ce pôle assure le développement en collaboration de produits écotouristiques locaux, le suivi partagé de leurs performances, ainsi que la commercialisation et la promotion par l'intermédiaire du réseau. Parmi les avantages attendus, citons la facilitation des accords entre les zones protégées et les acteurs du tourisme, la mise en place d'un cadre de gouvernance et la promotion d'un environnement coopératif.
- **Coopération transfrontalière** : Il comprend également des **tables régionales de coordination de l'écotourisme (REC)**, créées dans le cadre du projet DestiMED PLUS et qui forment aujourd'hui le Consortium Méditerranéen pour l'Écotourisme (MEC) hébergé par la Task Force Tourisme Culturel et Maritime Durable de la Commission Interméditerranéenne de la CRPM. Ces mécanismes visent à promouvoir des politiques et une gouvernance intégrées en matière d'écotourisme dans le bassin méditerranéen, en suivant une Feuille de route pour une politique d'écotourisme en Méditerranée basée sur les principes de la GIZC.
- **Réduire l'impact environnemental** : Les packages d'écotourisme reposent sur un processus de suivi de la durabilité basé sur la méthodologie de l'empreinte écologique (EF). Cette approche permet d'accroître la participation des chaînes d'approvisionnement locales, de renforcer la sensibilisation à l'environnement et de promouvoir la gestion du patrimoine. La nouveauté de ces normes est



l'inclusion d'un outil EF qui guide la conception et la gestion des produits écotouristiques en calculant les hectares globaux (Hag) consommés par l'ensemble de l'itinéraire éco-touristique et par les touristes par jour, et en fournissant des recommandations en fonction des résultats. Cet outil aide le LEC à gérer efficacement les chaînes d'approvisionnement locales.

Aspects liés à la GIZC/PEM

Bien que cette initiative de tourisme basée sur les zones protégées n'implique pas de réglementer l'usage des terres et de la mer ni aucune forme de planification de la zone, elle peut aider à **gérer les conflits entre la conservation et les usagers récréatifs. En encourageant l'acceptation sociale du développement touristique qui donne la priorité à l'équilibre entre les expériences touristiques et la réduction des impacts environnementaux, en sensibilisant à la conservation et en renforçant les liens avec les fournisseurs locaux et le patrimoine culturel**. Cette pratique contribue à instituer un usage récréatif plus strict et plus contrôlé au sein des zones protégées. Elle promeut un modèle récréatif qui favorise la découverte lente des territoires au-delà de courtes visites, qui ont souvent un faible potentiel de bénéfices distributifs et qui pèsent sur les ressources limitées des zones protégées dans la gestion des activités récréatives.

Facteurs de succès et obstacles - Transférabilité

L'association MEET Network soutient les zones protégées en les guidant et en les aidant à développer des offres d'écotourisme conformes aux valeurs de conservation. La première étape consiste à créer un groupe local d'écotourisme (LEC), un groupe de travail chargé d'élaborer des forfaits d'écotourisme de plusieurs jours qui font l'objet d'un contrôle rigoureux de la durabilité et de la qualité. Enfin, le LEC est soutenu dans la commercialisation de ces forfaits éco-touristiques auprès des voyagistes internationaux par le biais des services interentreprises de MEET. En outre, le réseau MEET recommande des stratégies et des actions clés que les gestionnaires de zones protégées devraient mettre en œuvre. Les tables régionales de coordination de l'écotourisme, composées des départements régionaux du tourisme et de la conservation, permettent de reproduire le LEC dans d'autres aires protégées de la destination. En rejoignant le Consortium méditerranéen pour l'écotourisme, les départements régionaux méditerranéens de conservation et de tourisme sont invités à suivre la méthodologie MEET et à échanger sur la gouvernance intégrée de l'écotourisme.

5. Synergies juridiques entre les pratiques et le Protocole GIZC - Processus administratifs - éléments d'orientation

Les différentes pratiques présentées dans ce guide se rejoignent dans leur nécessité de s'inscrire dans un cadre juridique qui s'attaque à la tâche complexe de faire coïncider durablement l'activité économique liée au tourisme (et les activités lucratives associées) avec la protection de l'environnement ainsi que de limiter les impacts négatifs sur les communautés locales. Elles englobent la protection des côtes, des mers et de leurs écosystèmes, la législation sur la planification du territoire, la régulation des activités commerciales touristiques dans toutes leurs dimensions et ce, en analysant la manière dont les prestataires d'activités touristiques proposent leurs services aux usagers. Le Protocole GIZC et la Directive PEM ont été évalués et analysés afin d'identifier les dispositions clés à partir desquels les pratiques présentées ont été construites et à partir desquels des modèles de de gouvernance et des normes réglementaires adaptées pourraient être élaborés.

En s'appuyant sur le schéma directeur juridique et les spécificités de chaque type de cas, les paragraphes suivants présentent les éléments clés qui, selon nous, devraient structurer les processus administratifs de la GIZC, tout en respectant le cadre juridique international.En effet, la PEM peut être considérée comme le principal outil de mise en œuvre de la GIZC dans la zone maritime cotière notamment pour sa planification et sa gestion durable[62].

5.1 Un diagnostic territorial initial pour organiser les activités humaines

La connaissance, la collecte et le traitement des données territoriales sont les premières étapes d'un diagnostic territoriale nécessaire pour lancer et informer correctement un processus de gouvernance aligné sur le Protocole GIZC. Dans une approche intégrative, tous les éléments nécessaires pour agir ou planifier doivent être identifiés et préalablement évalués. Pour ce faire, des outils de gestion basés sur la connaissance semblent utiles et nécessaires.

Par exemple, une représentation cartographique de la géologie et de la biodiversité locale couplée à une spatialisation des activités touristiques est une étape clef dans la planification et la réglementation des zones à délimiter (et de la manière de la préserver) pour une aire géographique donnée. Dans cette optique, des fondements scientifiques sont essentiels pour soutenir et guider des réglementations efficaces. Des expertises scientifiques sont nécessaires afin d'évaluer la capacité d'atténuation et d'adaptation des écosystèmes et, par

62 Cadre conceptuel pour la planification de l'espace marin en Méditerranée PNUE/PAM, Athènes, Grèce (2018).

conséquent, pour calibrer la pression humaine à autoriser le cas échéant, ainsi que pour calculer les impacts induits, dimensionner des solutions fondées sur la nature. D'une façon plus générale, ces appuis techniques permettent de planifier le développement d'infrastructures publiques ou toutes politiques liées à la gestion du tourisme et à la protection de l'environnement. Aussi, ne pas dépasser la capacité d'accueil d'une zone côtière est une exigence prioritaire qui doit être respectée et évaluée au préalable par un diagnostic territorial de référence.

Tableau 1 : Ce tableau synthétise la nature et l'importance du diagnostic territorial de l'activité humaine dans chaque type de pratique

Types de pratiques	Analyse initiale des données relatives aux activités humaines
Réglementation du tourisme maritime pour protéger la biodiversité	Une étude scientifique avec des résultats concrets (rapports, bases de données, échantillonnage, etc.) sur les risques potentiels sur les écosystèmes naturels et une justification des réglementations spécifiques à mobiliser afin de réduire l'impact du secteur sur ces derniers est indispensable.
Évaluation et suivi des impacts et des conflits liés au tourisme	Un diagnostic (qualitatif/quantitatif) peut faire partie d'une analyse initiale et servir de point de comparaison lors de l'exercice de suivi et/ou d'évaluation.
Planification urbaine intégrée des activités et des espaces touristiques	Un rapport sur la capacité d'accueil des activités touristiques dans la zone de planification est essentiel.
Durabilité dans le développement de produits touristiques	Une analyse comparative est nécessaire.

5.2 Une participation effective et régulière des parties prenantes

Le modèle de gouvernance doit permettre aux parties prenantes concernées de participer activement aux décisions, qu'il s'agisse de l'adoption d'une loi ou d'un règlement, de l'élaboration d'un plan stratégique, de la définition de différentes stratégies ou de la mise en place de systèmes de zonage. Leur implication dans le processus décisionnel contribue à dynamiser les échanges et à ancrer les décisions dans la réalité du terrain.

Pour les réglementations contraignantes, il est essentiel d'intervenir à un stade où

les parties prenantes peuvent encore influer sur le processus de décision. Leur rôle de co-pilotage s'avère particulièrement précieux dans les initiatives fondées sur la confiance et l'engagement collectif, appuyées par des chartes, des accords volontaires ou d'autres cadres non contraignants. Lorsqu'une base solide de collaboration, de sensibilisation et d'engagement est établie, les résultats peuvent être significatifs.

Dans ce contexte, le secteur touristique et l'ensemble de ses acteurs doivent respecter les usages définis pour la terre et la mer. Encourager la responsabilité des parties prenantes est essentiel, et ce processus peut également constituer une étape préliminaire avant l'adoption d'une réglementation contraignante.

Tableau 2 : Ce tableau synthétise la nature et l'importance de la participation des parties prenantes dans chaque type de pratique.

Types of practices	Analyse initiale des données relatives aux activités humaines
Réglementation du tourisme maritime pour protéger la biodiversité	Impératif. Moment procédural : lorsqu'il est encore possible pour les parties prenantes d'intervenir dans les décisions. L'absence d'un tel document pourrait invalider la réglementation.
Évaluation et suivi des impacts et des conflits liés au tourisme	Les systèmes de contrôle technique pourraient, en théorie, être mis en œuvre sans nécessiter d'une mobilisation du public. Il est fortement recommandé d'impliquer les parties prenantes, au moins dans l'identification des conflits locaux.
Planification urbaine intégrée des activités et des espaces touristiques	Impératif. Une exigence minimale pour une procédure de planification urbaine effective. Le succès et l'efficacité du contenu du plan d'aménagement en dépendent.
Durabilité dans le développement de produits touristiques	Pour assurer leur succès commercial et leur acceptation sociale, il semble opportun de prendre en compte les points de vue des différentes parties prenantes.

5.3 Objectifs directeurs identifiés et formulés

Le développement durable des zones côtières ne peut être assuré que si l'objectif de la réglementation et/ou de la politique en place a été bien défini et n'a jamais été négligé tout au long du processus, de sa définition à sa mise en œuvre ainsi que lors du suivi associé. Le protocole GIZC est un outil conçu pour atteindre des objectifs écologiques, économiques et sociaux. Ces objectifs sont les piliers fondamentaux qui orientent ce processus. Cet exercice doit indiquer clairement les dispositions en matière de contrôle et de surveillance et la meilleure façon de suivre sa mise en œuvre. À cette fin, des indicateurs pertinents pourraient être définis et suivis conformément aux dispositions du texte. De plus, le soutien aux labels de qualité ou aux outils adaptés s'est révélé particulièrement efficace.

Tableau 3 : Ce tableau synthétise la nature et l'importance des objectifs écologiques, économiques et sociaux de chaque type de pratique.

Types de pratiques	Objectifs fondamentaux de la durabilité écologique, économique et sociale.
Réglementation du tourisme maritime pour protéger la biodiversité	Impératif. Le règlement énonce clairement les objectifs (causalités et objectifs).
Évaluation et suivi des impacts et des conflits liés au tourisme	Impératif. Les objectifs doivent être spécifiques lorsque des schémas de suivi des indicateurs sont liés à leur mise en œuvre.
Planification urbaine intégrée des activités et des espaces touristiques	Impératif. Les objectifs sont toujours clairement énoncés dans le plan ou le document stratégique (causalités, objectifs).
Durabilité dans le développement de produits touristiques	Il est fortement recommandé d'énoncer des objectifs, mais il est difficile de les mettre en œuvre. La durabilité du secteur dépend des volontés des acteurs touristiques et de leurs clientèles.

5.4 Assurer la coordination de toutes les autorités compétentes impliquées

La gestion côtière et maritime est une tâche partagée par les autorités de plusieurs niveaux d'administration : local, régional et national, selon les cas. En outre, la gestion intégrée oblige les autorités publiques à se concentrer sur plusieurs politiques et domaines de gestion publique concernés et à créer des espaces de coopération. Une gouvernance efficace nécessite une coordination et un travail d'équipe entre toutes les autorités compétentes. En effet, il est nécessaire d'étudier les interactions entre les parties prenantes, car le chevauchement des responsabilités et des compétences de chacunes crée souvent une confusion et une complexité difficiles à surmonter. Cette coordination est essentielle, depuis l'élaboration et l'adoption des règlements jusqu'aux décisions sur les questions contraignantes, le zonage côtier ou encore la réglementation de la publicité. La coopération doit donc également occuper une place centrale dans la mise en œuvre. Par exemple, certaines pratiques clés, comme l'ancrage des systèmes de surveillance, ont été instaurées grâce aux efforts conjoints de plusieurs autorités publiques, souvent en collaboration avec les parties prenantes.

Tableau 4 : Ce tableau synthétise la nature et l'importance de la coordination de toutes les autorités compétentes impliquées dans chaque type de pratique.

Types de pratiques	Coordination
Réglementation du tourisme maritime pour protéger la biodiversité	Impératif. Les réglementations devraient inclure des dispositions de gouvernance qui priorisent la coordination entre les autorités concernées (et, si possible, d'autres acteurs).
Évaluation et suivi des impacts et des conflits liés au tourisme	Seuls quelques acteurs impliqués peuvent superviser l'évaluation et le suivi. L'analyse des résultats, les conclusions et les recommandations qui en découlent doivent être coordonnées entre tous les acteurs concernés.
Planification urbaine intégrée des activités et des espaces touristiques	Impératif. Les plans et stratégies doivent comporter un mode de gouvernance qui encourage une coordination claire et transparente entre les autorités concernées (et, si possible, d'autres acteurs).
Durabilité dans le développement de produits touristiques	Un élément clé dans la planification des activités d'écotourisme. Les services de l'environnement du tourisme devraient, au minimum, se coordonner.

5.5 Instruments financiers

Enfin, la mise en œuvre de la GIZC ne peut être effective qu'avec la mise en place des instruments financiers nécessaires à son déploiement. Le financement doit être lié à plusieurs facteurs (selon les cas) : projections budgétaires ponctuelles, volonté politique, sensibilisation des donateurs, capacité financière, etc.

D'autre part, la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) en Méditerranée est soutenue par une série d'outils financiers conçus pour faciliter l'exécution du protocole GIZC. En effet, les programmes de financement internationaux et régionaux tels que Interreg Euro-MED et LIFE offrent des possibilités de subventions importantes pour les projets environnementaux oeuvrant pour le développement durable. Le Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) apporte également une contribution importante en coordonnant les ressources financières par l'intermédiaire de ses centres d'activités régionales, soutenant ainsi les efforts nationaux et locaux en matière de GIZC. En outre, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et la Banque mondiale fournissent un financement et un soutien technique pour des projets de gestion environnementale à grande échelle. Les **partenariats public-privé (PPP)** sont de plus en plus utilisés pour attirer les investissements du secteur privé dans la gestion des côtes, avec des mécanismes financiers innovants tels que les incitations vertes et bleues, qui émergent soutenant le développement durable et les efforts de conservation. Les PPP sont un instrument financier essentiel permettant la collaboration entre les organismes publics et les entités du secteur privé pour le financement et la gestion des projets côtiers. Ils sont particulièrement utiles pour financer des infrastructures de grande envergure, telles que les ports, les défenses côtières (digues, épis, brises lames) ou les stations d'épuration, avec un partage des risques et des bénéfices entre le secteur public et le secteur privé.

Mais il est possible de faire plus et il existe d'autres outils qui pourraient également être exploités. Par exemple, les **taxes et redevances environnementales** prélevées sur les activités ayant une forte empreinte environnementale côtière, telles que le tourisme, la pêche et les activités industrielles. Celles-ci peuvent constituer une source de revenus importante, qui peut être affectée à des efforts essentiels de conservation, de gestion des déchets et de la lutte contre la pollution dans les zones côtières. Un autre outil financier innovant est l'émission d'**obligations vertes/bleues**, conçues pour lever des capitaux spécifiques à des projets marins et côtiers. Ces obligations peuvent se révéler particulièrement adaptées au financement de pêcheries durables, d'aires marines protégées et d'infrastructures résilientes au changement climatique. Les **paiements pour services écosystémiques (PSE)** constituent un mécanisme financier additionnel, qui permet de dédommager les propriétaires fonciers ou les communautés qui gèrent leurs terres ou leurs ressources de manière à en générer des avantages écologiques. De tels paiements

peuvent encourager la préservation des écosystèmes côtiers vitaux tels que les mangroves et les zones humides, qui offrent une protection naturelle contre les tempêtes et l'érosion.

Toutefois, le déploiement effectif de ces instruments financiers se heurte à quelques difficultés en Méditerranée. La gouvernance fragmentée en est une, car la région englobe de nombreux pays aux contextes juridiques où les structures de gouvernance et les priorités associées varient. Il est donc essentiel d'harmoniser les politiques et les réglementations au-delà des frontières et d'établir ou d'exploiter des organes ou des accords de gouvernance régionaux afin de faciliter la coopération et une gestion intégrée. Le manque de financement constitue un autre problème majeur, les projets de GIZC étant souvent confrontés à un soutien financier insuffisant et irrégulier, notamment pour les initiatives à long terme. Parallèlement, les pratiques non durables sont alimentées par des incitations économiques (subventions nocives pour l'environnement - SNE) qui favorisent généralement l'expansion de l'activité économique au détriment de la conservation et de la restauration, causant souvent des dommages à l'environnement. À l'échelle mondiale, on estime que le coût des SNE est 5 à 6 fois plus élevé que celles qui soutiennent l'environnement. Il est essentiel de trouver des sources de financement durables et d'amorcer une suppression progressive des SNE[63] . Par ailleurs, il est essentiel d'impliquer toutes les parties prenantes, y compris les communautés locales, même s'il est souvent difficile d'y parvenir. La mise en œuvre de cadres de gouvernance inclusifs qui impliquent les parties prenantes à tous les niveaux est nécessaire à la réussite des projets de GIZC. En outre, le manque de données et de suivi entrave l'efficacité de la planification et de la prise de décision. Il est essentiel d'investir dans la collecte de données, dans les systèmes de suivi et la recherche pour soutenir les pratiques de gestion fondées sur des données probantes. L'équilibre entre le développement économique et la protection de l'environnement est un autre défi, en particulier dans les zones où le tourisme côtier et les pressions immobilières sont élevés. La promotion des pratiques de développement durable par des incitations financières, par l'application de réglementations et la promotion d'industries respectueuses de l'environnement peuvent contribuer à atténuer ces pressions. Enfin, l'instabilité politique et institutionnelle de certains pays méditerranéens peut perturber les efforts. La mise en place d'institutions solides et stables et la garantie d'un engagement politique au plus haut niveau sont nécessaires au succès à long terme des initiatives du Protocole GIZC.

63 Plan Bleu et PNUE/PAM. 2024. Démêler l'impact des subventions nocives pour l'environnement dans la région méditerranéenne : Volume édité du Plan Bleu, édité par Robin Degron et Constantin Tsakas, à paraître.

Dans l'ensemble, la réussite du déploiement de ces outils financiers dépend de plusieurs facteurs favorables qui garantissent leur efficacité, leur durabilité et leur évolutivité. Il est essentiel de disposer d'un cadre politique solide et cohérent qui aligne les politiques nationales et régionales sur le protocole GIZC, étayé par des réglementations claires, des structures juridiques transparentes et un soutien institutionnel significatif. Des structures de gouvernance efficaces et des capacités institutionnelles solides sont essentielles pour une gestion et une allocation efficace des ressources.

L'engagement du public et des parties prenantes par le biais d'approches participatives permet de soutenir les initiatives de GIZC et d'attirer des financements de sources diverses. L'accès à des données fiables et complètes sur les zones côtières permet de prendre des décisions éclairées, d'élaborer des stratégies financières ciblées et d'assurer un suivi et une évaluation efficaces. L'innovation et la diversification financières, y compris la création d'incitations bleues et vertes, ouvrent de nouvelles voies de financement et renforcent la résilience financière.

L'assistance technique et le renforcement des capacités garantissent que les autorités locales et les parties prenantes possèdent les compétences et l'expertise nécessaires pour utiliser les fonds de manière efficace. Enfin, des partenariats solides entre les secteurs publics et privés, les organisations internationales et les communautés locales favorisent une approche collaborative de la gestion des côtes, ce qui se traduit par des accords de cofinancement et un partage des responsabilités. En se concentrant sur ces facteurs favorables, les outils financiers peuvent être mobilisés et utilisés plus efficacement pour soutenir la gestion durable et la protection des zones côtières en Méditerranée, garantissant ainsi des avantages environnementaux et socio-économiques à long terme.

6. Conclusions

Le guide de cas pratiques propose des expériences intéressantes en matière de gestion intégrée des zones côtières et de planification de l'espace maritime, notamment par le biais d'études de cas qui explicitent comment les principes clés de ces processus sont appliqués aux activités liées au tourisme.

Ce guide de cas pratiques est la première étape de la diffusion d'expériences réussies en matière de tourisme durable dans un cadre de référence plus systématique au niveau méditerranéen par le biais d'initiatives de coopération internationale telles que le projet Community4Tourism.

Cependant, l'une des principales limites de ce guide réside dans l'identification des cas des cas spécifiques de planification et de gestion au-delà des projets de coopération (Interreg Euro-MED et autres). En effet, il est difficile d'évaluer la manière dont les gouvernements intègrent le tourisme durable dans leurs plans côtiers et marins et, inversement, la manière dont ces plans intègrent et traitent le tourisme durable à des échelles géographiques plus locales. Ces défis, ainsi que la compréhension de leur évolution dans le temps et l'espace, nécessitent davantage de ressources et de temps.

De plus, il est important de noter qu'il reste difficile de trouver des exemples concrets de pratiques touristiques qui ont explicitement intégré les processus ou les protocoles de GIZC et de PEM. Souvent, il n'existe pas de lien clair ou direct entre les politiques touristiques et ces cadres de gouvernance plus large, ce qui suggère que les processus de prise de décision en matière de tourisme n'intègrent pas toujours de manière adéquate ces outils d'aménagement du territoire et de l'environnement. Ce manque d'intégration constitue un obstacle important à une approche plus systémique et durable de la gouvernance du tourisme côtier et maritime.

Une autre limite importante subsiste dans l'évaluation de l'impact des cas pratiques, car les preuves collectées s'appuient principalement sur la documentation. La recherche future doit s'engager de manière critique dans ces pratiques, en évaluant l'impact/bénéfice réel des politiques, des plans et des initiatives de coopération, en particulier dans la manière dont ces impacts sont façonnés par les intérêts politiques. L'étude de la construction sociale des évaluations d'impact dans le cadre de la planification du tourisme durable est un domaine qui mérite d'être approfondi.

Malgré ces limites, les conclusions du guide montrent comment divers outils de coopération et de gestion peuvent aider à surmonter des processus complexes, comme la mise en œuvre de l'approche fondée sur les écosystèmes, et à améliorer l'engagement des parties prenantes. Une coordination interdépartementale accrue

est nécessaire pour définir des instruments d'aménagement du territoire et des outils de gestion qui atténuent les effets de la touristification urbaine. En outre, les pratiques analysées illustrent la manière dont la durabilité environnementale du tourisme peut être améliorée, par exemple en développant des solutions pour adapter les espaces récréatifs aux risques climatiques, en améliorant les données pour les stratégies de tourisme durable, ou en favorisant le développement de produits touristiques à faible émission de carbone dans les zones protégées. Le potentiel des éléments clés de la GIZC et de la PEM doit être appréhendé à travers les pratiques sur le terrain, qui offrent des conseils aux décideurs politiques et aux acteurs du tourisme sur les défis de la mise en œuvre d'un tourisme durable.

Les pratiques compilées dans ce guide peuvent servir d'inspiration et de soutien aux destinations qui souhaitent renforcer leur durabilité. Les pratiques alignées sur le Protocole GIZC et la Directive PEM et mises en évidence fournissent des orientations aux décideurs qui planifient et gèrent les activités de tourisme et de loisirs susceptibles d'avoir un impact sur les eaux marines de la Méditerranée et les zones côtières, garantissant ainsi une gestion intégrée des politiques liées au tourisme.

Selon les rapports pertinents , ce travail vise à aider les praticiens tels que les gestionnaires du littoral et les parties prenantes du tourisme et de l'environnement à surmonter les difficultés liées à la mise en œuvre du protocole de la convention de Barcelone sur la GIZC et de la directive européenne sur la planification de l'espace maritime. Les programmes de financement devraient soutenir des espaces virtuels en libre accès valorisant des cas pratiques sur la manière dont le tourisme et les loisirs sont intégrés dans les plans côtiers et maritimes, tout en encourageant le partage des connaissances entre les pays et les territoires méditerranéens. Ce guide, conçu comme un outil de transfert de pratiques, est nécessaire pour accéder aux pratiques actuelles (méthodologies de planification et outils), aidant ainsi à combler un fossé critique de connaissances et contribuant à la présentation du Cadre Commun pour la Gestion Intégrée des Zones Côtières . Les recherches futures devraient utiliser des méthodes qualitatives pour explorer les questions contextuelles et les dynamiques de pouvoir, afin de mieux comprendre les processus de planification et de gestion nécessaires à un tourisme côtier et maritime durable.

7. Références

[Références générales]

Bille, R., Rochette, J. (2015). The Mediterranean ICZM Protocol: Paper treaty or wind of change? *Ocean & Coastal Management*, 105, 84-91. https://doi.org/10.1016/j.ocecoaman.2014.12.025

Becken, S., Whittlesea, E., Loehr, J. & Scott, D. (2020). Tourism and climate change: evaluating the extent of policy integration, *Journal of Sustainable Tourism*, 28(10), 1603-1624. https://doi.org/10.1080/09669582.2020.1745217

Blazquez-Salom, M., Blanco-Romero, A., Vera Rebollo, J., Ivars-Baidal, J. (2019). Territorial tourism planning in Spain: from boosterism to tourism degrowth? Journal of Sustainable Tourism, 12, 1764–1785. https://doi.org/10.1080/09669582.2019.1675073

United Nations Environment Programme, & Mediterranean Action Plan (2018). *Conceptual Framework for Marine Spatial Planning in The Mediterranean*. Retrieved from: https://wedocs.unep.org/20.500.11822/32121.

Dredge, D., Jenkins, J., and Whitford, M. (2011). Tourism Planning and Policy: Historical Development and Contemporary Challenges. In Dredge, D. & Jenkins, J. (Eds.). *Stories of Practice: Tourism Policy and Practice*. Ashgate.

Drius, D., Bongiorni, L., Depellegrin, D., Menegon, S., Pugnetti, A., and Stifter, S. (2019). Tackling challenges for Mediterranean sustainable coastal tourism: An ecosystem service perspective. *Science of The Total Environment*, 65, 1302-1317. https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2018.10.121

European Commission (2017). Report on the Blue Growth Strategy. Towards more sustainable growth and jobs in the blue economy. Commission Staff Working Document on Blue Growth 2013–2016. Retrieved from: https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52021DC0240

European Commission (2017). *Report on the Blue Growth Strategy*. Towards more sustainable growth and jobs in the blue economy. Commission Staff Working Document on Blue Growth 2013–2016. Retrieved from: https://ec.europa.eu/maritimeaffairs/sites/maritimeaffairs/files/swd-2017-128_en.pdf

European Parliament & Council of the European Union (2014). *Directive 2014/89/EU of the European Parliament and of the Council of 23 July 2014 establishing a framework for maritime spatial planning*. Retrieved from: https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2014/89/oj

González-Domingo, A., Fosse, J., Santos-Lacueva, R. (2018). *The integration of sustainability in tourism policies of major European cities*. Retrieved from: : https://www.ecounion.eu/wp-content/uploads/2018/11/UTv5.pdf

Hall, C.M. (2008). *Tourism Planning: Policies, Processes and Relationships*. Pearson Education, London.

Kaya, H. (2022). The Role of Local Governments in Integrated Coastal Areas Management. *International Journal of Environment and Geoinformatics*, 9(1),018-024. DOI: 10.30897/ijegeo. 918761.

Law, J. (2016). STS as Method. In Felt, U., Miller, C., Smith-Doerr, L., and Fouche, R. (Eds). *Handbook of Science and Technology Studies*. Fourth Edition, MIT Press, Cambridge Mass.

Papageorgiou, M. (2016). Coastal and maritime tourism: A challenging factor in maritime Spatial Planning. *Ocean & Coastal Management*, 129, 44-48. https://doi.org/10.1016/j.ocecoaman.2016.05.006

Plan Bleu (2022). État des lieux du tourisme en Méditerranée, projet communautaire I*nterreg Med sur le tourisme durable*. Retrieved from https://planbleu.org/wp-content/uploads/2022/11/FR_VF_stateoftourism_PLANBLEU.pdf

Priority Action Programme / Regional Activity Centre (PAP/RAC) (2016). The way to a regional framework for ICZM in the Mediterranean 2017-2021. Retreived from: https://iczmplatform.org/storage/documents/V3RA2ZpELMDhSV15pZaMLysgeH3Y6ZuumzcQqtZn.pdf

Rochette, J. and Bille, R.(2010). Analysis of the Mediterranean ICZM Protocol: At the crossroads between the rationality of provisions and the logic of negotiations. Institute for Sustainable Development and International Relations (IDDRI). Retrieved from: https://www.iddri.org/sites/default/files/import/publications/121203_publi-gizc-mediterran%C3%A9e_en.pdf

Soriani, S., Buono, F., Camuffo, M. (2015). Problems and Pitfalls in ICZM Implementation: Lessons from Some Selected Mediterranean and Black Sea Cases. *Journal Coastal Zone Management*, 18, S1-002. DOI: 10.4172/jczm.1000S1-002

United Nations Environment Programme/Mediterranean Action Plan and PAP/RAC (2015). *Guidelines for the preparation of National ICZM Strategies required by the Integrated Coastal Zone Management (ICZM) Protocol for the Mediterranean*. Split. Retrieved from: https://iczmplatform.org/storage/documents/csvfY4R6tKZinFefg1sINiw2I4rfXSLhvm6lbBxA.pdf

United Nations Environment Programme/Mediterranean Action Plan and Plan Bleu (2020). *State of the Environment and Development in the Mediterranean*. Nairobi. Retrieved from: https://planbleu.org/wp-content/uploads/2021/04/SoED_full-report.pdf

United Nations Environment Programme/Mediterranean Action Plan (1995). Convention for the Protection of the Marine Environment and the Coastal Region of the Mediterranean (Barcelona Convention) and its Protocols. https://www.unep.org/unepmap/who-we-are/contracting-parties/barcelona-convention-and-amendments

Zamorano Wisnes, J. (2014). Ordenación de los espacios marítimos y de las zonas costeras del Mediterráneo. In Sánchez Patrón, J.M., Bou Franch, V.E., and Juste Ruíz, J. (Eds.). *Derecho del mar y sostenibilidad ambiental en el Mediterráneo*. Ed. Tirant Lo Blanch.

[Réglementation de la posidonie des Baléares]

Govern de les Illes Balears (2018). *Decreto 25/2018, de 27 de julio, sobre la conservación de la Posidonia oceánica en las Illes Balears*. Retrieved from: https://www.caib.es/sites/institutestudisautonomics/ca/n/decret_252018_de_27_de_juliol_sobre_la_conservacio_de_la_posidonia_oceanica_a_les_illes_balears/

Tragsatec (2023). *Xarxa de monitoratge de la Posidònia de les Illes Balears. Memòria 2022*. Govern de les Illes Balears. Retrieved from: https://www.caib.es/sites/posidonia/ca/definicia/?campa=yes

Tragsatec (2020). *Xarxa de monitoratge de la Posidònia de les Illes Balears. Informe final 2010-2019. Govern de les Illes Balears*. Retrieved from: https://www.caib.es/sites/posidonia/ca/definicia/?campa=yes

Webpage Atlas Posidonia (Last access April 2024). https://atlasposidonia.com/

[Parc national de Port-Cros]

Astruch, P., Boudouresque, C.F., Rouanet, E., Le Diréach, L., Bonhomme, P., Bonhomme, D., Goujard, A., Ruitton, S., Harmelina, J. (2018). *Quantitative and functional assessment of fish assemblages of the Port-Cros Archipelago* (Port-Cros National Park, north-western Mediterranean Sea). *Scientific Reports of Port-Cros National Park*, 32, 17-82.

Boudouresque, C.F., Astruch, P., Bănaru, D., Blanfuné, A., Belloni, B. et al. (2020). *Ecosystem-based quality indices: valuable tools for environment management. Vie et Milieu / Life & Environment*, 70 (3-4), 3-15.

Boudouresque C.-F., Barcelo A., Blanfuné,A., Changeux T., Martin G., Médail F., Perret-Boudouresque, M., Ponel P., Ruitton S., Taupier-Letage I., Thibaut T., (2021). Biodiversity Management in a Mediterranean National Park: *The Long, Winding Path from a Species-Centred to an Ecosystem-Centred Approach*. *Diversity*, 13, 594.

Boudouresque C.F., Médail F., Ponel P., Astruch P., Barcelo A., Blanfuné A., Changeux T., Chevaldonné P., Cheylan G., Le Diréach L., Martin G., Moussay C., Peirache M., Perret-Boudouresque M., Ruitton S., Taupier-Letage I., Thibaut T., 2020. *Species-*

based or ecosystem-based approaches to conservation practices: lessons from the Port-Cros National Park (South-east France, Mediterranean Sea). Life and Environment, 70 (3-4), 89-112.

Emmanouilidou P., Seddik W., Webster C., El Asmi S. et Kheriji A. (2019). *Le cadre juridique des Aires maritimes Protégées en Tunisi. SPA/RAC & MedMPA Network.* Retrieved from: https://www.rac-spa.org/sites/default/files/doc_medmpa_network/tunisia/amp_fiche_tunisie.pdf: https://www.rac-spa.org/sites/default/files/doc_medmpa_network/tunisia/amp_fiche_tunisie.pdf

Loi n° 2009-49 du 20 juillet 2009, relative aux aires maritimes et côtières protégées. Retrieved from: http://www.citet.nat.tn/Portail/doc/SYRACUSE/42446/loi-n-2009-49-du-20-juillet-2009-loi-n-2009-49-du-20-juillet-2009-relative-aux-aires-maritimes-et-coti?_lg=fr-FR

Parc Nacional de Port Cros (2022). *Yachting, fishing, and diving around Porquerolles Island.* Retrieved from: https://www.portcros-parcnational.fr/sites/portcros-parcnational.fr/files/available_docs/2022_en_porquerolles_reglementation_maritime_km.pdf

Parc Nacional de Port Cros (2024) *The National Park of Port-Cros & Porquerolles islands*. Accessed April 2024: https://www.portcros-parcnational.fr/en/national-park-port-cros-porquerolles-islands

Regulation of recreational sea fishing around Porquerolles Island. Prefectorial order n° R93-2022-03-22-00001. (2022). Retrieved from: https://www.prefectures-regions.gouv.fr/provence-alpes-cote-dazur/irecontenu/telechargement/93709/599593/file/Recueil-r93-2022-035_24%20mars%202022.pdf

Regulation of nautical activities around the island of Porquerolles. Prefectorial order 173/2021 (2021). Retrieved from: https://www.premar-mediterranee.gouv.fr/uploads/mediterranee/arretes/ed313d5e1ea86d18450beb0dc40ad7c5.pdf

[Les îles Kuriat]

Agence de Protection et d'Amenagement du Litoral, United Nations Environment Programme/Mediterranean Action Plan, Regional Activity Centre for Specially Protected Areas, Notre Gran Bleu, OKIANOS (2021). *Plan de Gestion de l'Aire Marine et Côtière Protégée (AMCP) des deux îles de Kuriat*. Accessed under request to SPA/RAC.

Agence de Protection et d'Amenagement du Litoral, United Nations Environment Programme/Mediterranean Action Plan, Regional Activity Centre for Specially Protected Areas, Notre Gran Bleu, OKIANOS (2021). *Élaboration de Plan de Gestion pour l'Aire Marine & Côtière Protégée des îles Kuriat, Tunisie (2021-2026) Phase 1 – Bilan et diagnostic actualisés, et compris l'évaluation du plan de gestion de 2015*. Accessed under request to SPA/RAC.

CAR/ASP - PNUE/PAM (2015). *Elaboration d'un Plan de Gestion pour l'Aire Marine et Côtière Protégée des îles Kuriat (Tunisie) - Phase 2: Gestion de l'AMCP, définition des objectifs et planification des opérations*. Par Thetis-Cabinet Sami Ben Haj. Ed. CAR/ASP - Projet MedMPAnet, Tunis. Retrieved from: https://www.rac-spa.org/sites/default/files/doc_medmpanet/final_docs_tunisia/47_plan_de_gestion_kuriat_tunisie.pdf

CAR/ASP - PNUE/PAM (2014). Elaboration d'un Plan de Gestion pour l'Aire Marine et Côtière Protégée des îles Kuriat (Tunisie). Phase 1: Bilan et Diagnostic. Par Thetis-Cabinet Sami Ben Haj. Ed. CAR/ASP Projet MedMPAnet, Tunis. Retrieved from: https://www.rac-spa.org/sites/default/files/doc_medmpanet/final_docs_tunisia/46_bilan_diagnostic_kuriat_tunisie.pdf

IUCN (2021). *Tunisia Case Study. Offshore Finfish Cage-Farming and the Maritime Protected Area of the Kuriat Islands in Monastir Bay*. Case study 2. Worldwide Catalogue of Case Studies on Aquaculture and maritime Conservation. Gland, Switzerland: IUCN.

Jribi, I. & Bradai M.N. (2014). *Suivi de la nidification de la tortue maritime Caretta caretta sur les îles Kuriat en Tunisie*. CAR/ASP - PNUE/PAM.

Jribi, I. & Bradai M.N. (2021). *Plan d'action national pour la conservation des tortues maritimes en Tunisie*. Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées (SPA/RAC). Retrieved from: https://www.rac-spa.org/sites/default/files/doc_turtles_project/pan_totues_2020.pdf

Sallemi, R. (2017). Le déclin de la biodiversité maritime dans la baie de Monastir et ses conséquences sociales. Quels changements après la révolution? *Manifestations des changements climatiques et leurs impacts en Méditerranée,* pp 45-54. doi.org/10.4000/mediterranee.8568

PAP/RAC & APAL (2021). *Evaluation de la situation initiale de l'indicateur commun 16 d'IMAP "Longueur de côte soumise à des perturbations dues à l'influence des structures artificielles" pour les zones côtières et maritimes méditerranéennes de la Tunisie dans le cadre du projet ECAP MED III.* Retrieved from: https://iczmplatform.org/storage/documents/oVjQ9qdNRKYerxvGIRcyBcQV5dR4XgF1Si16XqNx.pdf

SPA/RAC. *The Kuriat Project.* (Accessed in April 2024) https://www.rac-spa.org/kuriat_pr

[Le modèle Green Beach]

Adolina, C., Geraldina Signa, G., Tomasello, A., Mazzola, A., Vizzini, S. (2022). Environmental effects of tourism and its seasonality on Mediterranean islands: the contribution of the Interreg MED BLUEISLANDS project to build up an approach towards sustainable tourism. *Environment, Development and Sustainability*, 23, 8601–8612.

Balamou, K. (2019). The Green Beach Model in Cyprus. Retrieved from https://keep.eu/projects/21335/Models-of-Integrated-Touris-EN/

Balamou, K. (2019). 3.4.1 The *"Green Beach" model.* MITOMED+. Funded by Interreg-med programme. Retrieved from: https://mitomed-plus.interreg-med.eu/index.php?id=7269

Brščić, K. and Balamou, E. (2022). Green Beach Model. In Buhalis, D. (Ed.). *Encyclopedia of Tourism Management and Marketing*. Elgar Online.

DUARTE, C. M.; LOSADA, I. J.; HENDRIKS, I. E.; MAZARRASA, I. & MARBÀ, N. (2013): "The role of coastal plant communities for climate change mitigation and adaptation". In Nature Climate Change, Vo. 3 Nr. 11, pp. 961-968

European Commission (2023). *The EU Blue Economy Report*. 2023. Publications Office of the European Union. Luxembourg.

European Environmental Agency (EEA) (2023). *European bathing water quality in 2022*. Retrieved from: https://www.eea.europa.eu/publications/european-bathing-water-quality-in-2022/

The Green Beach Model website. Last accessed on May 2024: https://mitomed-plus.interreg-med.eu/index.php?id=7269

[Boîte à outils des indicateurs Co-Evolve]

Co-Evolve (2022). *Deliverable 3.16.2 Tourism Sustainability Toolkit*. Retrieved from: https://keep.eu/projects/21338/Promoting-the-co-evolution--EN/

Co-Evolve (2022). *Deliverable 3.17.2. Evaluation of tourism sustainability in the Pilot Areas*. Retrieved from: https://keep.eu/projects/21338/Promoting-the-co-evolution--EN/

MITOMED+. Dashboard of Sustainable Tourism Indicators. Retrieved from: https://keep.eu/projects/21335/Models-of-Integrated-Touris-EN/

Observatori de Turisme. The OTB Sustainable Tourism Indicators System. Accessed on April 2024: https://www.observatoriturisme.barcelona/en/sustainability-sits-otb-otb-sustainable-tourism-indicators-system

[Système d'aide à la décision basé sur les écosystèmes pour la GIZC]

MED4EBM (2022). ICZM Decision Support System. In MED PANACEA & ENSERES (Eds.). *Mediterranean Biodiversity Protection tools catalogue. Streamlining management efforts in protected areas for better nature conservation in the Mediterranean*. Retrieved from: https://biodiversity-protection.interreg-med.eu/fileadmin/user_upload/Sites/Biodiversity_Protection/horizontal_project/MBPC_Tools_Catalogue_Oct_2022_-_ENG.pdf

MED4EBM (2021). *Work Packages 3 and 4. Technical Report on activities executed and deliverables produced*. Retrieved from: https://www.enicbcmed.eu/sites/default/files/2021-08/3.1.2_Work%20Packages%203%20and%204.%20Technical%20Report%20on%20activities%20executed%20and%20deliverables%20produced.%20Phases%202-3_1.pdf

MED4EBM (2020). *Technical and methodological references and operational framework for the execution of WP3 and WP4*. Retrieved from: https://www.enicbcmed.eu/sites/default/files/2021-08/3.1.14.Reports%20of%20WP3%20Workshops.TCNR_.pdf

[Plan spécial d'hébergement touristique de Barcelone]

Ajuntament de Barcelona. *Special Tourist Accommodation Plan*. Accessed April 2024: https://ajuntament.barcelona.cat/pla-allotjaments-turistics/en

Ajuntament de Barcelona (2017). *Barcelona Tourism for 2020. A collective strategy for sustainable tourism.* Retrieved from: https://ajuntament.barcelona.cat/turisme/sites/default/files/barcelona_tourism_for_2020.pdf

Arias, A. (2022). *Turisme i metropoli. Documentació Metròpoli Pròspera. Papers i lectures de referència*. Pla Estrategic Metropolità de Barcelona. Retrieved from: https://barcelonadema-participa.cat/pages/paper-turisme

Regulation of the Special Tourist Accommodation Plan. Aprovació definitiva del Pla especial urbanístic per a la regulació dels establiments d'allotjament turístic, albergs de joventut, habitatges d'ús turístic, llars compartides i residències col·lectives docents d'allotjament temporal. 2022. https://bop.diba.cat/anuncio/3177555/aprovacio-definitiva-del-pla-especial-urbanistic-per-a-la-regulacio-dels-establiments-d-allotjament-turistic-albergs-de-joventut-habitatges-d-us-turistic-llars-compartides-i-residencies-col-lectives-docents-d-allotjament-temporal-ajuntament-de-

[Plan d'aménagement des zones côtières de Kaštela]

Baučić, M., Ivić, M., Jovanović, N., Bačić, N. (2019). Vulnerability analysis for the integrated coastal zone management plan of the city of Kaštela in Croatia. *The International Archives of the Photogrammetry, Remote Sensing and Spatial Information Sciences,* XLII-3/W8. https://doi.org/10.5194/isprs-archives-XLII-3-W8-59-2019

Grgić, A. (2020). *Coastal Zone Management Plan for the City of Kaštela*. Societal Options, ADRIADAPT. Retrieved from: https://adriadapt.eu/case-studies/coastal-zone-management-plan-for-the-city-of-kastela-coastal-plan/

RERA S.D. & University of Split (2019). Plan upravljanja obalnim područjem Grada Kaštela. za koordinaciju i razvoj Splitsko-dalmatinske županije. Retrieved from: https://www.kastela.hr/DesktopModules/EasyDNNNews/DocumentDownload.ashx?portalid=0&moduleid=603&articleid=5443&documentid=1216

RERA SD (2019). *Short Book. Kaštela Action Plan*. Interreg MED Co-Evolve project. Retrieved from: https://keep.eu/projects/21338/Promoting-the-co-evolution--EN/

RERA SD (2018). *Report on ICZM-MSP of Pilot Area 6 Kaštela bay*. Interreg MED Co-Evolve project. Retrieved from: https://keep.eu/api/project-attachment/35747/get_file/

[Régénération urbaine d'Izmir grâce à des solutions fondées sur la nature]

Tozer, L. & Xie, L. (2020). *Mainstreaming nature-based solutions. Climate change.* Horizon 2020 NATURVATION. Retrieved from: https://naturvation.eu/system/files/mainstreaming_nbs_for_climate_change.pdf

Velibeyoğlu, V. and Gökçen Akkurt, G. (2019). *Technical specifications of Izmir demo.* Horizon 2020 URBAN GreenUp. Retrived from: https://www.urbangreenup.eu/insights/deliverables/d4-3---technical-specifications-of-izmir-demo.kl

URBAN GreenUp (2019). *Report on the Diagnosis of Izmir*. Retrieved from: https://www.urbangreenup.eu/insights/deliverables/d4-1---report-on-the-diagnosis-of-izmir.kl

[Réseau d'écotourisme MEET]

Mancini, M.S., Barioni, D., Danelutti, C., Barnias, A., Braˇcanov, V., Capanna Piscˋe, G., Chappaz, G., Đukovi´c, B., Guarneri, D., Lang, M., Martín, I., Matamoros Revert´e, S., Morell, I., Peçulaj, A., Prvan, M., Randone, M., Sampson, J., Santarossa, L., Santini, F., Selmani, J., Ser, C., Sinibaldi, I., Topi, M., Treglia, V., Zirletta, S., Galli, A., (2022). Ecological footprint and tourism: development and sustainability monitoring of ecotourism packages in Mediterranean protected areas. *Journal Outdoor Recreation and Tourism*, 38, 100513. https://doi.org/10.1016/j.jort.2022.100513.

Noll, D., Scott A., Danelutti, C., Sampson J., Galli A., Mancini S., Sinibaldi I., Santarossa L., Prvan M., Lang M. (2019). A guide to plan and promote ecotourism activities and measure their impacts in Mediterranean Protected Areas following the MEET approach. DestiMED project, Interreg MEDProgramme. 112 pp. Retrieved from: https://static1.squarespace.com/static/5b07c60a96e76f9f641cdad6/t/64cb7e2591398d4d5e7923e1/1691057709792/MEET_manual_2019.pdf

Website MEET Network. Accessed on May 2024. https://www.meetnetwork.org/

WWF – Worldwide Fund For Nature (2019). Towards 2020. How Mediterranean countries are performing to protect their sea. Retrieved from: https://d2ouvy59p0dg6k.cloudfront.net/downloads/towards_2020_scorecard_27_nov_low.pdf

8. Annexes :

8.1 Annexe 1

Le tableau suivant présente le système de codage utilisé pour cartographier et sélectionner les pratiques de ce guide.

Tableau 5 : Un système de codage pour cartographier et sélectionner les pratiques.

DOMAINE	CODE	DESCRIPTION	ENTRÉES POSSIBLES
Diversité des pratiques	Étude de cas	Il s'agit d'une pratique identifiée à analyser. La dénomination doit utiliser des mots-clés se référant à la pratique et au lieu	Unique : une brève description de la pratique
	Pays	Nom du ou des pays	Plusieurs : nom du pays
	Régions	Nom de la (des) région(s)	Plusieurs : nom de la région
	Informations relatives aux sources	Liste des sources d'information	Plusieurs : Interreg MED ; IEV CTF ; Plateforme PEM ; Atlas européen de la mer ; Experts
	Nom du projet	Il indique si la pratique a été développée dans le cadre d'un projet de coopération spécifique ou d'un projet similaire.	Unique : Nom du projet / N.A.
	Activité touristique	Indique la ou les activité(s) touristique(s) concernée(s).	Plusieurs : nom de l'activité / multi-activité / N.A.
	Typologie des pratiques	Indique la typologie de la pratique selon des critères	Plusieurs : élaboration de connaissances/ outils, aménagement du territoire, outils/techniques de gestion, coopération institutionnelle, collaboration entre les parties prenantes.

	État de la mise en œuvre	Indique le stade de développement de la pratique : théorique (comme un modèle ou une méthode), testée (dans le cadre d'un projet) ou mise en œuvre (dans un scénario réel) - elle peut être approuvée dans le cadre d'un protocole d'accord mais non mise en œuvre.	Plusieurs : théorique ; testé ; mis en œuvre
	Échelles	Indique l'échelle de cette pratique, qui peut être administrative ou régionale	Unique : municipalité, autre sous-régional, site de conservation, régional, délimitation de la mer, national, transfrontalier
	Acteur(s) principal(aux)	Indique l'organisation (ou les organisations) responsable(s) de la mise en œuvre de la pratique.	Plusieurs : Gouvernement, ONG, centre de recherche, entreprises, multi-acteurs
	Brève description	Résumé de l'affaire indiquant son objet et sa pertinence, et expliquant pourquoi elle entre dans la (les) catégorie(s) sélectionnée(s)	Unique : description
Fondée sur des données probantes	Contact Point de référence	Indique quel type d'informateurs clés est accessible, ce qui implique de les contacter. Il existe trois types d'IC : le responsable de la pratique, un partenaire qui collabore à sa conception ou à sa mise en œuvre, ou toute autre personne dont la position d'observateur lui confère une connaissance précieuse.	Plusieurs : responsable principal ; partenaire ; expert externe

	Informations contextuelles	Indique si les informations secondaires recueillies fournissent des informations contextuelles sur les questions en jeu, les politiques et réglementations connexes, et en particulier des informations sur la manière dont cette pratique a été mise en œuvre.	Unique : suffisant, partiel, limité
	Description détaillée	Indique si les informations secondaires recueillies sont suffisantes pour analyser la pratique, des problèmes à la conception et à la mise en œuvre	Unique : suffisant, partiel
	Suivi de l'impact	Indique si les informations secondaires recueillies fournissent des rapports analysant la mise en œuvre et l'impact correspondant	Unique : Oui/Non
	Évaluation alternative	Indique l'existence d'informations secondaires sur l'évaluation de l'impact et de la mise en œuvre de la pratique.	Unique : Oui/Non
**	Nota:	Fournir des informations sur l'étude de cas concernant toute question relative aux pratiques à prendre en compte.	Unique : description

8.2 Annexe 2

Le tableau suivant présente les questions directrices utilisées pour la sélection finale des cas pratiques.

Tableau 6 : Questions directrices pour la sélection des pratiques finales.

DOMAINE	QUESTIONS D'ORIENTATION
Étude de cas	
Dans quelle mesure la pratique sélectionnée est-elle pertinente pour le guide dans le contexte de la mise en œuvre de la GIZC/PEM et en ce qui concerne le potentiel de transférabilité dans la région méditerranéenne ?	Soutenir la planification intégrée (systémique, à plusieurs niveaux), aborder les perspectives de durabilité et traiter les conflits d'usages. Les pratiques peuvent être orientées vers le soutien des processus de planification ou la gestion des plans, des espaces de loisirs et des activités touristiques. Différents instruments (planification, réglementation, évaluation), gestion (suivi, surveillance, gouvernance, etc.). Expliquer les raisons pour lesquelles la pratique choisie soutient les processus de GIZC ou de PEM.
	Application pratique de l'approche EcAp. Dans quelle mesure cette pratique intègre-t-elle l'EcAp ?
	Implication des parties prenantes (diversité, planification, suivi, gestion). Expliquer comment la pratique implique les parties prenantes lors de son test ou de sa mise en œuvre et prévoir l'implication potentielle des parties prenantes ou de divers gouvernements ou départements.
	Assurer la mise en œuvre (application de la réglementation, mécanisme de coopération, outils/techniques de gestion, accords avec les parties prenantes, déploiement des ressources)

Les informations sont-elles suffisantes pour comprendre la solution, la mise en œuvre et l'impact ?	Diversité des sources secondaires intégrant des informations contextuelles, description complète, suivi de l'impact, analyse alternative
	Des informateurs clés ont fourni des informations complémentaires.
	Manque important d'informations sur les progrès de la mise en œuvre
La sélection finale est-elle suffisamment diversifiée et géographiquement équilibrée ?	Les pratiques sont-elles suffisamment complètes en termes de diversité et de qualité de l'information ?
	Échelles
	Activités touristiques
	Y a-t-il un bon équilibre entre le nord-sud-est et ouest ?

8.3 Annexe 3

Le tableau suivant présente les résultats de l'examen de cadrage dans les bases de données ouvertes.

Tableau 7 : Résultats de l'examen de cadrage.

Sources :	**Recherche d'entrées** (mots-clés, domaines thématiques)	**Affichage** (Nombre de projets = 11 ; nombre de cas sélectionnés = 141)	**Cas sélectionnés après les rejets pour répétition** (Persistent 33)	**Raisons du refus**
Interreg MED	Tourisme durable ; Croissance bleue	Nombre total de **projets** présentés dans les domaines thématiques : 27. Projets sélectionnés : 6	10.	Pas de lien direct avec le tourisme ; Pas de lien direct avec la PEM/GIZC;
IEV CTF MED	Protection de l'environnement, adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets	Le nombre total de **projets** présentés dans le domaine thématique : 25. Projets sélectionnés : 2.	2.	Pas de lien direct avec le tourisme ; Pas de lien direct avec la PEM/GIZC;
Plate-forme PEM	Tourisme, écosystème, conflits, données.	Le nombre total d' **entrées** dans la plate-forme : 65.	2.	Année de mise en œuvre ; Pas de lien direct avec le tourisme ;

Atlas européen des mers	Gestion intégrée des zones côtières	93.	2.	Année de mise en œuvre ; Pas de lien direct avec le tourisme ;
Consultation des parties prenantes et d'autres sources	N.A	Indique le nombre de cas facilités : 13.	13	Pas de lien direct avec la PEM/GIZC ; Manque d'information ;

8.4 Annexe 4

Le tableau suivant présente les entrées de contenu pour analyser les pratiques du guide.

Tableau 8 : Analyse de pratiques sélectionnées.

Dénomination : nom de la pratique		
Type de pratique : plan stratégique, règlement, outil, etc.		
Activités touristiques : activité ; multi-activité		
Type de problème : coexistence de questions, données, coopération transfrontalière, EcAp, interactions entre les usages des terres, données, parties prenantes, etc.		
Géographique I (pays/région/municipalité), lorsque plusieurs pays sont concernés (inter-pays)		
État de développement (test/mise en œuvre en cours)		
Échelle : indication de l'échelle institutionnelle de fonctionnement.		
Année d'essai/de mise en œuvre		
Domaine	**Critères**	**Description**
Contexte politique et géographique	Quels sont les impacts et les conflits qui en découlent ?	Justification du besoin, contexte politique et questions géographiques ou sectorielles.
Comment la pratique contribue-t-elle aux processus de GIZC/PEM ?	Quelles sont les pratiques en matière de planification et de gestion des activités touristiques ? En particulier sur l'approche écosystémique, la gestion des impacts et des conflits environnementaux	Expliquer en quoi consiste la pratique et ce qui constitue précisément une pratique concernant les principes de GIZC/ PEM.
	Comment une perspective intégrée, une gestion des conflits et/ou une gestion basée sur les écosystèmes sont-elles mises en œuvre ?	Comment les autres composantes, services et parties prenantes sont-ils mobilisés pour traiter la question, et quelles sont les ressources déployées ou nécessaires ?
	Dans quelle mesure cette pratique implique-t-elle les parties prenantes ?	Expliquez comment les différentes parties prenantes sont impliquées dans le test ou la mise en œuvre.

Transférabilité	Principaux enseignements tirés pour la mise en œuvre. Quelles sont les questions de mise en œuvre à prendre en compte pour faire face aux obstacles et aux effets attendus ?	Quelles sont les ressources et les agences à mobiliser ? Elle peut faire référence aux limites de la mise en œuvre à prendre en compte (financement et ressources, compétences, engagement des parties prenantes, changements politiques).
Analyse réglementaire	Cohérence avec la PEM/ GIZC	Comment la pratique pourrait-elle être adaptée aux pays de l'UE et aux pays tiers ? Elle prend en compte la cohérence avec les cadres juridiques de la GIZC et de la PEM.



COPYRIGHT

Cette œuvre est sous licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Conception et mise en page
UNIMED - Mediterranean Universities Union

https://sustainable-tourism.interreg-euro-med.eu/